

ÉDUCATION



DES ÉCOLES

Depuis sept ans, 156 écoles ont fermé leurs portes au Québec. Pendant ce temps, seulement 21 ont vu le jour. C'est le reflet d'une population décroissante et des défis multiples auxquels doit faire face le milieu scolaire, principalement les écoles anglophones. À quelques jours de la fin des classes, le sort de plusieurs écoles demeure en suspens.



PASCALE BRETON

« Une école qui ferme, c'est comme la dernière lumière qu'on éteint dans une maison. Avant, on va avoir fermé la station-service, le dépanneur, la caisse populaire. »

La présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec, Josée Bouchard, le souligne à plusieurs reprises: la fermeture d'une école est l'ultime solution à la baisse de la clientèle. Mais elle est parfois inévitable.

Depuis sept ans, on a dû fermer 156 écoles au Québec, dont 50 en 2005-2006 seulement. En 2009-2010, dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles, sept écoles ont fermé leurs portes, dont deux du secteur anglophone.

Ces fermetures sont le reflet d'un problème de plus en plus difficile à endiguer: la situation précaire dans plusieurs régions éloignées, la dévitalisation de nombreux villages et le peu d'espoir que, à court terme, la population y revienne.

Les écoles publiques anglophones n'y échappent pas: alors que le réseau anglophone comptait quelque 250 000 élèves en 1970, il n'en regroupait plus que 93 000 au 30 septembre 2009, selon les données du ministère de l'Éducation.

« Nous sommes de vieux routiers en matière de décroissance », lance le directeur général de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, David Birnbaum.

Les défis sont importants, reconnaît-il. « Maintenir la stabilité dans les neuf commissions scolaires anglophones du Québec n'est pas facile. »

Services essentiels

Chaque école est tenue d'offrir tous les services dont ont besoin les élèves, peu importe leur nombre. Il faut donc user d'imagination: classes à degrés multiples, formation à distance, transport des élèves d'une municipalité à l'autre, etc.

Il est plus difficile de recruter des enseignants et des professionnels, particulièrement dans les régions éloignées.

« Du côté des orthophonistes et des psychologues, nous ne sommes pas loin de la crise. Le manque est criant, surtout en région. En Basse-Côte-Nord, on peut attendre des années avant d'avoir l'aide dont on a besoin », souligne M. Birnbaum.

Le ministère de l'Éducation finance les écoles selon le nombre d'élèves. Une école de moins de 100 enfants aura moins de revenus, mais elle devra tout de même offrir des classes de la maternelle à la sixième année.

Certaines mesures, notamment l'aide financière aux écoles défavorisées, ne sont pas adaptées à la réalité des petites écoles. Elles ne peuvent en profiter, déplore M. Birnbaum. Ainsi, elles ne

CALIBRE DE CARTIER
MOUVEMENT MANUFACTURE 1904 MC

www.cartier.com

Cartier

Disponible chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 9	Horaire télévision	ARTS 8
Astrologie du jour	AFFAIRES 13	Loteries	A 19
Bourses	AFFAIRES 10 et 11	Monde	A 19 à 21 et 24
Décès	AFFAIRES 14	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 12
Forum	A 22 et 23	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo
Ciel variable, maximum 21, minimum 14. AFFAIRES 12



EN PÉRIL

reçoivent pas les budgets additionnels pour réduire le rapport maître-élèves puisque les groupes sont déjà plus petits. Par contre, ces écoles pourraient utiliser le financement pour atteindre les objectifs du ministère de l'Éducation en diminuant les rapports, soit la réussite scolaire, plaide le directeur général. « Les commissions scolaires sont à géométrie variable, mais il n'existe pas plusieurs vitesses

sion scolaire Eastern Shores s'étend de Baie-Comeau à Gaspé, mais elle ne compte que 1200 élèves. La loi 101, qui oblige les immigrants à envoyer leurs enfants à l'école française, de même que la baisse de la natalité et la concurrence des écoles privées ont fait mal aux écoles anglophones. « Ce qui est difficile et parfois très déchirant, c'est que la qualité des services éducatifs et complémentaires va souffrir s'il n'y a

essayé », dit M^{me} Bouchard. Ainsi, dans plusieurs régions, des municipalités s'échangent des élèves pour réussir à former des groupes homogènes. Ailleurs, on fait la classe à distance.

Stabilisation

Les prévisions laissent croire que le nombre d'élèves va se stabiliser. La situation semblait pire au début des années 2000. C'est à cette époque que le gouvernement a mis en place des mesures d'aide pour les petites écoles, explique la présidente de la FCSQ. En 2010-2011, 715 des 2886 écoles du Québec comptaient moins de 100 élèves. « Cette démarche auprès du gouvernement pour bonifier le financement a été salubre. Cela aide énormément et force les milieux à se parler, à inventer des moyens pour garder leurs écoles », dit M^{me} Bouchard. Malgré tout, les commissions scolaires doivent gérer la décroissance. La Gaspésie compte ainsi plusieurs villages dévitalisés. « Tant qu'il n'y aura pas de retour du balancier, un retour des jeunes, nous serons en déclin. Mais ailleurs, c'est le contraire. On gère la croissance. Au nord de Montréal, aussitôt qu'on finit de construire une école, il en faudrait une autre. C'est paradoxal. »

« Les commissions scolaires sont à géométrie variable, mais il n'existe pas plusieurs vitesses de financement. Il n'y a pas de flexibilité pour nous aider à faire notre travail et adapter le financement à notre réalité. » — David Birnbaum, DG de l'Association des commissions scolaires anglophones

de financement. Il n'y a pas de flexibilité pour nous aider à faire notre travail et adapter le financement à notre réalité », explique M. Birnbaum. Dans l'île de Montréal, le principal défi des écoles anglophones est la décroissance. Les écoles secondaires sont particulièrement touchées depuis quelques années. Ailleurs, ce sont les immenses territoires peu peuplés qui posent problème. En Gaspésie, la commis-

pas de consolidation. En même temps, il y a toujours un prix à payer lorsqu'une école ferme », explique M. Birnbaum. En plus de l'enseignement, l'école a une mission sociale à remplir auprès des élèves, rappelle pour sa part la présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec, Josée Bouchard. « Quand les élus en arrivent à vouloir fermer une école, c'est parce qu'ils ont vraiment tout

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉLÈVES

COMMISSIONS SCOLAIRES	2009	2013
Francophones	765 623	758 503
Anglophones	92 951	86 329

VARIATION DU NOMBRE D'ÉLÈVES SELON LE NIVEAU, DANS LES COMMISSIONS SCOLAIRES 2009-2013

NIVEAU	TOTAL	FRANCOPHONES	ANGLOPHONES
Maternelle	+17,6 %	+17,7 %	+18,3 %
Primaire	+4,9 %	+5,6 %	-1,9 %
Secondaire	-13,2 %	-12,9 %	-16,7 %

Source: ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Tableau sommaire, évolution des effectifs des commissions scolaires, 2005-2013

Centenaire, mais menacée

PASCALE BRETON

Les morceaux de brique provenant des murs de l'école Nesbitt, peints de couleurs vives par les élèves et mis en vente pour le 100^e anniversaire de l'établissement, semblent étrangement prémonitoires. L'école est menacée de fermeture. La nouvelle, tombée en mars, en pleine préparation des festivités du centenaire, a pris tout le monde de court. « Nous avons été secoués et déçus. L'école est ici depuis si longtemps, nous n'avons pas compris ce qui se passait », raconte Carol Ghanoudi, enseignante à l'école Nesbitt. Nous l'avons rencontrée plus tôt ce mois-ci, au gala du 100^e anniversaire, qui a réuni des dizaines d'anciens élèves, professeurs et membres de la direction. L'école Nesbitt est une affaire de famille pour elle. Sa mère y a étudié au tournant des années 40, alors que l'établissement portait encore le nom d'école Rosemont. M^{me} Ghanoudi et sa sœur y enseignent depuis les années 80. Les deux travaillent même en partenariat depuis huit ans auprès des élèves de première et deuxième années. Et les enfants de M^{me} Ghanoudi ont aussi fréquenté l'école. Isabel Barroso et Pietro Riccardi sont également tristes de la tournure des événements. Comme plusieurs parents, ils tentent par tous les moyens de sauver l'école de leur quartier. Leurs deux filles, Ève et Miriam, y ont fait leur primaire. Elles en sont sorties complètement bilingues. Leur fils sera en sixième année l'an prochain. « Ce n'est pas logique », lance M. Riccardi, qui vante le programme d'immersion française de l'école. « On veut sacrifier notre école pour garder de petites écoles qui ont des programmes inférieurs. »

À l'étude Rien n'est encore décidé, précise la présidente de la commission scolaire English-Montreal, Angela Mancini. Au printemps, les commissaires ont fait connaître les scénarios à l'étude. Les écoles primaires St. Brendan et Nesbitt, dans Rosemont, ainsi que l'Académie Fraser, à Saint-Laurent, sont menacées de fermeture. Déplacements d'élèves, démenagement et fusion d'écoles sont également prévus. Une vingtaine d'écoles au total pourraient être touchées par ces recommandations. Les commissaires procéderont à une consultation publique à l'automne. Les parents ainsi que toutes les organisations intéressées pourront présenter un mémoire. La décision sera connue en janvier prochain. Cette consolidation aurait pu être entreprise plus tôt, reconnaît M^{me} Mancini, mais les commissaires venaient d'être élus et ne sentaient pas qu'ils maîtrisaient suffisamment le dossier pour prendre des décisions aussi importantes. « Avec le temps, plus d'écoles ont continué de perdre des élèves. Ça paraît donc plus gros aujourd'hui que si on l'avait fait en deux étapes », explique-t-elle. La clientèle de la commission scolaire English-Montreal est passée de 25 561 élèves en 2005 à 22 257 élèves l'an dernier, révèle une compilation du ministère de l'Éducation. L'autre commission scolaire anglophone de l'île de Montréal, Lester B.-Pearson, a pour sa part vu sa clientèle diminuer de 27 181 élèves en 2005 à 24 386 élèves l'an dernier. Elle a alors dû fermer trois écoles primaires.

Nouvelles méthodes Cette baisse de clientèle force les écoles à revoir leurs méthodes. L'an dernier, la commission scolaire English-Montreal a ainsi lancé une vaste campagne de promotion pour mieux faire connaître ses programmes d'immersion en français. Les cours ont bien changé, et les parents ne sont pas toujours au courant, souligne M^{me} Mancini. Il ne s'agit plus seulement d'enseigner le français dans un cours; l'enseignant parle aux élèves de la culture francophone, invite des artistes et des auteurs en classe. Depuis que les plans de consolidation sont connus à la commission scolaire English-Montreal, la mobilisation s'organise. Dans certaines écoles, elle est plus discrète. La direction invite les commissaires à visiter leur école afin de leur faire connaître son programme. Ailleurs, comme à l'école Nesbitt, les parents sont fortement mobilisés. Ils ont entamé une campagne médiatique et créé une page Facebook pour sauver leur école. Ces possibles fermetures causent beaucoup de tensions, reconnaît M^{me} Mancini. Les commissaires portent souvent l'odieux de la décision. « Chaque fois qu'on dit oui à une fermeture d'école, on sait que c'est une page d'histoire qui se tourne. Mais on prend notre décision avec notre conscience, avec un regard froid. C'est ce qu'on doit faire. »



Pietro Riccardi et sa femme Isabel Barroso (au centre) entendent se battre pour éviter la fermeture de l'école primaire Nesbitt. Leur fils Matteo y termine ces jours-ci sa cinquième année tandis que leurs deux filles, Miriam et Eva, y ont fait tout leur primaire. Elles sont aujourd'hui bilingues et leurs parents vantent le programme de l'école. PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

ACTUALITÉS

Rapport des services secrets canadiens

Hausse de l’espionnage sur l’internet

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les services secrets canadiens ont averti que les cyberattaques sur le web étaient

la forme d’espionnage qui augmente le plus rapidement. Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a prévenu que les

secteurs de l’énergie, de la finance et des télécommunications devenaient de plus en plus susceptibles d’être la cible d’attaques virtuelles.

Dans son rapport annuel public, le SCRS indique avoir enquêté l’an dernier sur les menaces provenant de pays étrangers, de terroristes et de

pirates informatiques contre des systèmes d’information essentiels. L’agence souligne également que les outils et techniques offerts sur l’internet permettent de faire de l’espionnage sans trop de risques et de façon sûre. « Les enquêtes du Service portent sur les menaces ou les incidents à caractère politique qui nuisent à l’intégrité, à la confidentialité ou à la disponibilité de l’infrastructure d’information essentielle », indique-t-on dans le rapport déposé hier devant le Parlement.

La connexion internet des ministères du Conseil du Trésor et des Finances a été coupée en janvier, après ce que les autorités ont qualifié de « tentative non autorisée » d’introduction dans leurs réseaux. Une évaluation de routine auprès de ces deux ministères, l’an dernier, a démontré qu’ils n’avaient pas appliqué toutes les mesures de précaution du gouvernement en matière de sécurité des technologies de l’information. Le SCRS sait que certaines agences étrangères mènent des activités d’espionnage au Canada, indique le directeur du Service, Dick Fadden.



- Offert dans les magasins Bell suivants:
- ANJOU
Les Galeries d’Anjou
Les Galeries d’Anjou – kiosque
 - BELOEIL
Mail Montenach
 - BLAINVILLE
Les Galeries de Blainville
 - BOISBRIAND
Faubourg Boisbriand
 - BOUCHERVILLE
1065, rue Lionel-Daunis
 - BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DIX30
 - CHAMBLY
909, boul. Périgny
Centre Jacques Cartier
 - CHÂTEAUGUAY
Centre Régional Châteauguay
 - COATICKOQ
Place J.R. Lefebvre
 - COWANSVILLE
Domaine du Parc
 - DELSON
5, route 132
 - DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
3699, boul. St-Jean
 - DORION-VAUDREUIL
84, boul. Harwood
 - DORVAL
Les Jardins Dorval
 - DRUMMONDVILLE
2265, boul. St-Joseph
Promenades Drummondville
 - GATINEAU
1065, boul. de la Carrière
Promenades de l’Outaouais
 - GRANBY
Galeries de Granby
 - HULL
Galeries de Hull
 - JOLIETTE
2, Place Bourget Sud
Les Galeries Joliette
 - LACHUNE
2408, 46^e Avenue
Galeries Lachine
 - LAFONTAINE
2121, boul. Labelle
 - LASALLE
7567, boul. Newman
Carrefour Angrignon
Carrefour Angrignon – kiosque
Place Lasalle
 - LAVAL
651, boul. Curé-Labelle
1855, boul. St-Martin Ouest
5330, boul. des Laurentides
Carrefour Laval
Carrefour Laval – kiosque
Centre commercial Duvernay – kiosque
Centre Laval
Mégacentre Ste-Dorothée
Mégacentre Vimont Laval
 - LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada
2771, boul. Jacques-Cartier Est
Place Longueuil
 - MAGOG
Galeries Orford
 - MONTREAL
892, rue Ste-Catherine Ouest
4399, rue St-Denis
6865, rue St-Jacques Ouest
7452, boul. Maurice-Duplessis
9280, boul. de l’Acadie
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
Carrefour Industrielle Alliance
Centre Eaton – kiosque
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Mail Cavendish
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Place Côte-des-Neiges
Promenades Cathédrale – kiosque
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
 - MONTREAL-NORD
Centre Forest
Place Bourassa
 - MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite
 - PINCOURT
Faubourg de l’Île – kiosque
 - POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke Est
 - POINTE-CLAIRE
Centre Fairview
 - REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord
 - ROSEMERE
232, boul. Curé-Labelle
Place Rosemère
 - SALABERRY-DE-VALLEEFIELD
Centre commercial Valleyfield
 - SHAWINIGAN
Plaza de la Mauricie
 - SHERBROOKE
2700, rue King Ouest
4505, boul. Industriel
Carrefour de l’Estrie
Place Belvédère
 - SOREL
Les Promenades de Sorel
 - ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
 - STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin
 - ST-EUSTACHE
66, rue Dubois
Place St-Eustache
 - ST-HUBERT
3879, boul. Taschereau
5951, boul. Cousineau
 - ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe
 - ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU
391, boul. du Séminaire Nord
Carrefour Richelleu
 - ST-JEROME
Le Carrefour du Nord
 - ST-LAURENT
4232, rue Serré
La Place Vertu
 - ST-LEONARD
4524, rue Jean-Talon Est
6050, boul. Métropolitain Est
 - ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153, rue Principale
 - TERRBONNE
1729, chemin Gascon
Galeries Terrebonne
 - TROIS-RIVIERES
5691, boul. Jean-XXIII
Centre Les Rivières
 - VICTORIAVILLE
567, boul. des Bois-Francis Sud
La Grande Place des Bois-Francis

L’incroyable iPhone 3GS. Maintenant à 0 \$.

C’est le moment parfait pour vous procurer un iPhone 3GS 8 Go chez Bell. Et en adhérant au forfait Mes Dix, vous apprécierez encore davantage son prix et ses fonctions illimitées. Profitez aussi du meilleur réseau avec les vitesses les plus rapides et la couverture haute vitesse la plus vaste¹.



Apple iPhone 3GS

Contrat de 3 ans

Sans contrat

0\$²

549⁹⁵\$

ÉCONOMISEZ 549⁹⁵\$ avec un forfait voix et données de 50 \$

- Avec le forfait Mes Dix à 55\$/mois vous profitez de:
- 200 minutes locales en tout temps
 - 1 Go de données³
 - Facebook^{MD}, Twitter^{MC} et MySpace^{MC} illimités⁴
 - Appels et messages texte illimités avec dix numéros⁵
 - Messages texte, photo et vidéo illimités⁶
 - Appels locaux illimités les soirs (de 18 h à 7 h) et les week-ends (du ven. 18h au lun. 7h)⁷
 - Appel en attente et Conférence téléphonique⁸

Visitez un magasin Bell
1 888 4-MOBILE (662453) • bell.ca

la vie est Bell

Offert chez les détaillants suivants:



L'offre prend fin le 30 juin 2011. Offert avec les appareils compatibles dans les zones de couverture de Bell Mobilité. Des frais mensuels de 2\$ s'appliquent, à moins de s'inscrire à la facturation électronique sans facture papier. D'autres frais mensuels, tels que pour le service 9-1-1 (Québec: 0,40\$, Nouveau-Brunswick: 0,53\$, Nouvelle-Écosse: 0,43\$, I.-P.-É.: 0,50\$) s'appliquent. Frais uniques d'activation d'appareil (35\$) en sus. En cas de résiliation anticipée, des frais d'ajustement du prix s'appliquent; voir votre entente de service pour plus de détails. Préavis obligatoire de 30 jours en cas de résiliation, là où la loi ne l'interdit pas. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Avec des appareils compatibles. Basé sur une comparaison de réseaux nationaux: (a) le réseau le plus rapide, d'après des tests de vitesse moyenne en amont et en aval, dans les grands centres urbains à travers le Canada; (b) le réseau le plus vaste, d'après la superficie de la couverture, et (c) le moins d'échecs d'appels, d'après des tests incluant les échecs d'accès au réseau, les appels bloqués et les appels rompus dans les grands centres urbains à travers le Canada; le tout sur le réseau partagé HSPA+ accessible aux clients de Bell vs le réseau HSPA/HSPA+ de Rogers. Exclut la couverture HSPA et GSM/Edge des partenaires en itinérance dans certaines régions du Manitoba et de la Saskatchewan. La vitesse peut varier selon la topographie, les conditions environnementales, le type d'appareil et d'autres facteurs. HSPA+ n'est pas offert partout. Bell.ca/reseau. (2) Avec une nouvelle activation d'un forfait postpayé voix et données de trois ans. (3) Gère les comptes de courriel personnels et la navigation Internet. La synchronisation Outlook, l'intégration des courriels d'entreprise et d'autres solutions d'entreprises ne sont pas offerts. L'utilisation de données additionnelles est facturée au tarif de 0,05\$/Mo. (4) Comprend les fonctions de base de certaines applications (incluses au moment de l'achat), la navigation et l'utilisation du contenu et des services hébergés directement sur Facebook.com, Twitter.com et MySpace.com. L'utilisation d'autres sites, applications et liens (incluant les jeux, photos et vidéos hébergés sur d'autres sites que ceux susmentionnés) n'est pas incluse. Exclut les messages texte et les messages texte payants. L'utilisation de données additionnelles est facturée au tarif de 0,05\$/Mo au Canada et 6\$/Mo aux États-Unis et des frais d'itinérance sont en sus là où applicable. Pour les détails, voir bell.ca/meilleur. (5) S'applique aux appels locaux et interurbains au Canada en provenance et à destination de dix numéros de téléphone choisis par le client. (6) Les messages reçus excluent les messages payants, les alertes et les messages reçus par accès communautaire. Les messages envoyés excluent les messages internationaux et en itinérance, les alertes, les messages payants et ceux échangés avec la messagerie instantanée. (7) Soirs du lundi au jeudi, de 18 h à 7 h, et week-ends du vendredi 18 h au lundi 7 h. (8) Utilisation simultanée du temps d'antenne. Apple et iPhone sont des marques de commerce de Apple Inc. Facebook est une marque déposée de Facebook Inc. MySpace est une marque de commerce de MySpace. Twitter et les marques Twitter sont des marques de commerce de Twitter Inc.

Des avocats de la mafia espionnés par la GRC

L'un de leurs clients, Giuseppe De Vito, réclame l'arrêt de son procès

ANDRÉ NOËL

Trois avocats représentant des membres de la mafia ont été espionnés par des agents de la GRC au centre judiciaire Gouin, a-t-on appris hier au procès de l'un de leurs clients, Giuseppe De Vito.

Pendant l'hiver 2008, les policiers « observent les moindres gestes posés par les avocats [...], les suivent et écoutent leurs conversations », affirme De Vito dans une requête demandant l'arrêt de son procès.

La GRC cherchait alors à valider des allégations selon lesquelles certains de ses employés étaient corrompus. Les enquêteurs croyaient que les avocats pouvaient servir d'intermédiaires entre ces policiers et des membres de la mafia.

« Sans précédent »

L'un des trois avocats, M^e Michel Pelletier, a dit hier que cet espionnage dans un palais de justice constituait une opération sans précédent dans les annales judiciaires. Les deux autres avocats sont

M^{es} Daniel Rock et Gerardo Nicolò.

De Vito, 45 ans, est accusé de gangstérisme, de trafic de cocaïne et de possession d'arme prohibée. Les enquêteurs de l'opération antimafia Colisée l'ont cherché pendant quatre ans après la rafle de

nage des avocats n'avait rien à voir avec De Vito, si bien qu'il ne peut pas amenuiser ses chances d'avoir un procès équitable.

« L'accusé [De Vito] se plaint d'événements qui ne le concernent pas et qui se sont déroulés alors qu'il fuyait la

« L'intérêt porté aux trois avocats [...] visait uniquement à tenter de valider des allégations provenant de sources à l'effet qu'il y avait des policiers corrompus au sein de la GRC. » — M^e Denis Gallant, représentant des procureurs de la Couronne

novembre 2006 et ne l'ont arrêté qu'en octobre dernier.

L'espionnage des avocats a « créé une situation conflictuelle qui porte atteinte aux droits du requérant (De Vito) de préparer sa défense à l'abri de l'État », affirme la requête qui demande l'arrêt du processus judiciaire.

La Couronne réfute

Les procureurs de la Couronne ont demandé au tribunal de rejeter cette requête. Selon eux, l'espion-

justice », écrit le représentant des procureurs, M^e Denis Gallant, dans une contre-requête.

« Les événements dont se plaint l'accusé remontent à l'hiver 2008 [...]. Il est à noter qu'à cette époque, M^e Pelletier et M^e Rock ne représentaient pas l'accusé, mais plutôt un coaccusé, Alessandro Sucapane. Celui-ci subissait avec d'autres son enquête préliminaire au centre judiciaire Gouin dans le cadre du projet Colisée.

Corruption ?

« L'intérêt porté aux trois avocats [...] visait uniquement à tenter de valider des allégations provenant de sources à l'effet qu'il y avait des policiers corrompus au sein de la GRC. »

En août 2007, la GRC a arrêté un de ses employés

à rendre de faux témoignages s'il était cité à son procès. Des rumeurs voulaient que les trois avocats visés servent de messagers entre ces policiers et la mafia.

Avocat accusé

L'un des trois avocats, M^e Gerardo Nicolò, 43 ans, a été arrêté en novembre 2008 et accusé de corruption et d'entrave à la justice. M^e Nicolò était alors l'avocat de Giuseppe De Vito. Selon l'accusation, il aurait promis 20 000 \$ à un agent double de la GRC qui s'était fait passer pour un policier corrompu. En échange, M^e Nicolò aurait demandé des garanties écrites selon lesquelles De Vito serait libéré sous caution s'il se livrait à la GRC.

L'enquête sur la corruption policière était fondée sur « des rumeurs de rue » et « n'a abouti à rien » ; « aucun policier ne fut ciblé ni enquêté », affirme la requête produite par les nouveaux avocats de Giuseppe De Vito, M^{es} Rock et Pelletier.

Impassible

De Vito, portant sa fameuse queue de cheval qui lui a valu son surnom de *Ponytail*, est resté impassible pendant ces débats devant le juge Isabelle Rheault. Cela contrastait avec son comportement lors de sa dernière comparution devant un tribunal, en mars dernier.

De Vito avait été contraint de témoigner à l'enquête préliminaire de son ex-femme, Adèle Sorella, accusée d'avoir tué leurs deux fillettes pendant sa longue cavale. Il s'était alors emporté.

Les débats sur sa requête en arrêt du processus judiciaire reprendront demain au palais de justice de Montréal.

POSTES CANADA

Grève simultanée à Montréal, Toronto et Scarborough

ANABELLE NICOU

La grève tournante des employés de Postes Canada s'arrête aujourd'hui à Montréal, Toronto et Scarborough, une première depuis le début du mouvement social. « On monte d'un cran », dit le président du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), section de Montréal et de la Rive-Sud, Alain Duguay. Près de 10 jours après le début de la grève, aucune entente n'est encore en vue chez Postes Canada.

Entre le STTP et la direction de Postes Canada, le torchon brûle toujours. Dans les succursales, les relations se dégradent entre les syndiqués et les cadres. La convention

collective ne s'applique plus depuis le début de la grève. « Chaque surveillant interprète le Code canadien du travail comme il le souhaite. C'est un peu le "free for all" », estime M. Duguay.

Le courrier ne sera distribué que les lundis, mercredis et vendredis dans la majorité des centres urbains du Canada. Une mesure rendue nécessaire par la baisse du volume de courrier depuis le déclenchement des grèves tournantes, selon Postes Canada. Depuis plusieurs jours, de nombreux employés contestent toutefois cette version des faits et soutiennent que Postes Canada laisse plutôt le courrier, prioritaire ou non, s'empiler dans ses succursales.

« Il y a des journées où je ne peux pas finir ma route, car ils refusent qu'on fasse des heures supplémentaires. Il y a des routes qui restent sur le plancher, et certaines caches sont pleines de courrier, explique un facteur montréalais qui a demandé de garder l'anonymat. Peut-être que les choses vont se régler demain, mais en même temps, ça ressemble de plus en plus à une guerre sale. »

De son côté, Postes Canada regrette la tournure des événements. « Ce n'est absolument pas nécessaire. Les grèves ont un prix élevé pour l'entreprise et les employés. On parle de 65 millions, et c'est un chiffre qu'on n'est pas sûrs de revoir », estime Anick



PHOTO JESSICA GARNEAU, LA TRIBUNE

Le syndicat dénonce la dégradation des relations de travail au cours des derniers jours. « Ça ressemble de plus en plus à une guerre sale », a notamment déclaré un postier, sous le couvert de l'anonymat.

Losier, porte-parole de Postes Canada. Selon M^{me} Losier, Postes Canada ne retient pas le courrier. « À l'échelle nationale, le volume a baissé de 50 % : c'est réel. On doit ajuster nos heures maintenant pour répondre aux besoins de nos clients tout en minimisant les coûts. »

Les négociations se poursuivent, et si le STTP craint de se voir imposer une convention collective grâce à une loi d'exception, Postes Canada espère toujours que son offre soit acceptée par le syndicat. « Au lieu de faire la grève, le syndicat devrait avoir des négociations sérieuses. »



DU GRAND PRESTIGE EN VERSION COMPACTE.

VOICI LE NOUVEAU BMW X1. LE PLAISIR NE S'ARRÊTE JAMAIS.

Lancé en Amérique du Nord au Salon de Montréal 2011, le BMW X1 allie sportivité et agilité. Enfin, un modèle compact qui satisfait aux exigences modernes de qualité supérieure et de sensations de conduite intenses.

JUSQU'AU 30 JUIN SEULEMENT.

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville
Hamel BMW
620, boul. de la
Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island
BMW West Island
2000, aut.
Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwwestisland.com

ÉVÉNEMENT LE PLAISIR DE CONDUIRE RENOUVELÉ

BMW X1 xDrive 28i 2012

MENSUALITÉS À LA LOCATION | TAUX À LA LOCATION
529 \$* | **4,9%***
PRIX DE VENTE DE 41 112 \$**
MONTANT DÙ À LA LIVRAISON 3 748 \$ | JUSQU'À 48 MOIS

ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS.
4 ans ou 80 000 km†

Modèle européen montré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 41 112 \$, ce qui inclut le PDSF (38 500 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (1 995 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$) et les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW X1 28i xDrive 2012 en stock. *Offre à la location : 38 500 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 4,9 %, avec un acompte de 0 \$, pour des mensualités de 529 \$. Un montant de 3 748 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 18 480 \$. L'obligation locative totale et de 28 216,26 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 juin 2011. †Les véhicules BMW 2011 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails.

ACTUALITÉS

Les coûts du CHUM enfin connus

ARIANE LACOURSIERE

Après des années d'attente, le coût du futur Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), qui sera construit en partenariat avec l'entreprise privée (PPP), est enfin connu. Le gouvernement a annoncé hier que l'établissement de 772 lits coûtera 1,97 milliard de dollars.

Pour cette somme, le consortium Collectif santé Montréal s'occupera de la conception, de la construction, du financement et de l'entretien de l'hôpital. Le partenariat, d'une durée de 39 ans, se terminera donc 30 ans après la fin de la construction du CHUM, prévue pour 2019.

Au départ, le CHUM devait coûter 1,2 milliard de dollars. En décembre dernier, le gouvernement a haussé la limite budgétaire à 2,089 milliards. «Il y a eu négociations, et le coût est finalement inférieur à la limite permise», résume la porte-parole du CHUM, Lucie Dufresne. La présidente du Conseil du Trésor, Michelle Courchesne, estime que l'entente résulte de «négociations serrées» avec le gouvernement, qui est convaincu d'avoir «le meilleur projet au meilleur prix».

Rapport très attendu

Québec a également publié, hier, les conclusions du Comité de revue diligente formé l'automne dernier à la



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Au départ, le CHUM devait coûter 1,2 milliard de dollars. En décembre dernier, le gouvernement a haussé la limite budgétaire à 2,089 milliards. Maintenant, on parle de 1,97 milliard de dollars. Sur la photo, une vue du chantier le 23 février dernier.

suite d'un rapport dévastateur du vérificateur général. Le vérificateur avait reproché au gouvernement de s'être fondé sur des hypothèses erronées pour favoriser le recours à l'entreprise privée au lieu de se charger lui-même de la maîtrise d'œuvre.

Ce comité était formé de Daniel Roth, Alain Boisset et Henri Elbaz. Certains avaient mis en doute la neutralité de

ses membres. Par exemple, M. Roth a siégé au conseil d'administration de l'Institut pour le partenariat public-privé.

Le rapport du comité de revue diligente publié hier conclut que le choix du partenariat avec le secteur privé était préférable et permet des économies de plus de 300 millions de dollars. Il fait plusieurs mises en garde.

On écrit notamment que des données «sont sujettes à variation dans le temps et les variations pourraient vraisemblablement entraîner des changements aux conclusions». «Aussi bien dire que les comparaisons ne tiennent pas la route», plaide Pierre J. Hamel, chercheur à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS).

Selon M. Hamel, le rapport

«ne répond aucunement aux inquiétudes du vérificateur général». «Plusieurs données qui désavantageaient le comparateur public ont été conservées», affirme-t-il.

M. Hamel ne comprend pas que le mode de construction traditionnel soit systématiquement désavantagé. «On calcule que le stationnement coûtera 1,7 million de plus en mode traditionnel, que la centrale thermique coûtera 3 millions de plus... C'est curieux.»

Fellow associé au centre de recherche CIRANO, Jean-Pierre Aubry estime quant à lui que même si le coût est maintenant fixé, «il y a encore beaucoup de questions sans réponse». M. Aubry remarque par exemple que les ajouts qui devront être faits pour s'assurer que le CHUM évolue bien dans le temps n'ont pas été calculés dans les risques du PPP. «Le CHUM en PPP, c'est comme si on se faisait construire une maison par un promoteur et qu'on la payait au complet, mais que, dans le futur, on était obligé de faire rénover notre salle de bains par le même promoteur. C'est sûr qu'il en profiterait! On n'a pas calculé ce risque», dénonce M. Aubry.

Rappelons que le pendant anglophone du CHUM, le Centre universitaire de santé McGill (CUSM), est actuellement en construction en PPP pour la somme de 1,343 milliard.

La Caisse de dépôt investit 408 millions dans le CHUM

SYLVAIN LAROCQUE
LA PRESSE CANADIENNE

La Caisse de dépôt et placement du Québec investit 408 millions de dollars dans des obligations émises par le consortium responsable de la construction du futur Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM).

Les titres de dette, qui viendront à échéance dans près de 39 ans, rapporteront 6,7 % par année.

Dans un contexte de faibles taux d'intérêt, «cet investissement montre de manière assez forte qu'on peut contribuer au développement économique du Québec tout en générant des rendements intéressants», a déclaré hier le chef des placements de la Caisse, Roland Lescure, au cours d'un entretien téléphonique avec La Presse Canadienne.

Le dirigeant a assuré que personne au gouvernement n'avait eu à tordre les bras de

quiconque à la Caisse pour que celle-ci ouvre ses goussets.

«C'est un investissement comme les autres, qu'on a regardé de près, a-t-il affirmé. Nous avons fait notre vérification diligente. [...] Nous avons rencontré tous les intervenants dans ce dossier et absolument en aucun cas le gouvernement [n'est intervenu]. C'est une opération financière qu'on a regardée comme investisseurs financiers avec des critères financiers et uniquement des critères financiers.»

La Caisse prévoit conserver longtemps les obligations du CHUM, mais se réserve le droit, comme tout investisseur, de les revendre sur le marché secondaire si les circonstances le commandent, a précisé M. Lescure.

Outre la Caisse, une quarantaine d'investisseurs institutionnels se partageront les obligations émises par la société en commandite Collectif santé Montréal, dont

la valeur totalise 1,37 milliard de dollars.

Les principales entreprises associées au projet du CHUM sont les britanniques Innisfree et Laing O'Rourke, l'espagnole Obrascón Huarte, la française Dalkia et les québécoises EBC et Magil. Les membres du consortium verseront, directement ou indirectement, la somme de

l'«enveloppe maximale prévue» de 2,089 milliards, s'est félicité le gouvernement de Jean Charest dans un communiqué.

Cote inférieure

Rappelons que le projet a obtenu une cote de crédit moins élevée que le futur Centre universitaire de santé McGill (CUSM). L'agence de

centre-ville de Montréal, à deux pas de l'actuel hôpital Saint-Luc et d'une ligne de métro. L'agence souligne en outre que le projet s'étale sur une période beaucoup plus longue (près de neuf ans comparativement à un peu plus de quatre ans pour le CUSM) et qu'il sera réalisé par une multitude de sous-traitants de petite taille.

La Caisse est parfaitement à l'aise avec le degré de risque du projet du CHUM, a indiqué Roland Lescure, en rappelant que BBB (élevé) est une cote de grade supérieure.

«L'équilibre entre le rendement et le risque [...] nous semblait tout à fait approprié pour un investisseur comme la Caisse», a-t-il dit.

L'an dernier, le consortium responsable du futur CUSM, SNC-Lavalin Innisfree McGill Finance, avait émis pour 1,16 milliard d'obligations et la Caisse en avait acquis pour environ 45 millions.

Les titres de dette, qui viendront à échéance dans près de 39 ans, rapporteront 6,7 % par année.

180 millions en capitaux propres et en prêts subordonnés. Quant au CHUM, il contribuera au financement du projet par l'entremise de sa fondation et des revenus du stationnement.

En tout, le projet coûtera 1,973 milliard à Québec, 116 millions de moins que

notation DBRS a attribué une cote de BBB (élevé) au projet du CHUM, alors que, l'an dernier, elle avait accordé une cote de A (faible) à celui du CUSM, un cran plus haut.

Pour expliquer la cote du projet du CHUM, DBRS évoque sa complexité, notamment le fait qu'il sera construit au

OFFREZ-VOUS UN ESSAI ROUTIER ÉTERNEL.

LE SOLDE DE DÉMONSTRATEURS MINI DE JUIN

MENSUALITÉ À LA LOCATION

368\$**

MONTANT DÛ À LA LIVRAISON : 2 894\$
(INCLUT L'ACOMPTE DE 2 000\$)

PRIX DE VENTE

29 213\$*

TAUX À LA LOCATION

4,9%**

JUSQU'À 48 MOIS

Avec d'aussi bas prix sur les démonstrateurs MINI, c'est plus que jamais facile d'être au volant d'une MINI Countryman 4 portes avec roues motrices ALL4, à un taux à la location à partir de seulement 4,9 %. Passez vite chez un concessionnaire MINI pendant qu'il en reste. L'offre se termine le 3 juillet 2011.

Pour plus de détails, passez chez l'un de nos concessionnaires ou visitez MINI.ca	MINI BROSSARD 8500, boul. Taschereau Ouest Brossard (Québec) 450 445-MINI (6464) MINIbrossard.com	MINI LAVAL 2450, boul. Chomedey Laval (Québec) 514 773-MINI (6464) MINIlaval.ca	MINI MONT ROYAL 4070, rue Jean-Talton Ouest Montréal (Québec) 514 289-MINI (6464) MINImontroyal.ca	
---	--	--	---	--

Offre représentée pour modèle à transmission manuelle. Le taux de location est celui offert par Services financiers MINI sur approbation du crédit uniquement quant au modèle ci-après cité en stock : MINI Cooper Countryman 2011. *Offre à l'achat : le prix de vente est de 29 213 \$. Ce prix total inclut le PDSF, les frais de transport et préparation de 1695 \$, les frais de RDPRM, la taxe sur le climatiseur (100 \$), les droits sur les pneus et les frais d'administration du concessionnaire (259 \$), ainsi que tout rabais du manufacturier – si disponible. Taxes en sus. **Offre à la location : pour une location de 48 mois, avec versement initial de 2 000 \$ (sur approbation de crédit) avec un taux d'intérêt annuel de 4,9 % comportant une mensualité de 368 \$. Un montant de 2 894 \$ est exigé à la signature du contrat de location, lequel montant inclut l'acompte de 2 000 \$, un dépôt de sécurité de 368 \$, la première mensualité, ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière, la taxe de recyclage de pneus ainsi que la taxe d'accise de 100 \$. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 13 368 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. L'obligation totale pour la location (incluant l'acompte) est de 22 540,86 \$ (incluant le dépôt de sécurité). Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km ; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Conditions générales : le concessionnaire peut louer (ou vendre) à prix moindre. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre est d'une durée limitée, sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 3 juillet 2011. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire MINI pour obtenir tous les détails. Photo à titre indicatif seulement. *Les modèles MINI 2011 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 3 ans ou 50 000 km, selon la première éventualité. © MINI Canada, 2011. « MINI », le logo MINI, tous les noms de modèles MINI et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à MINI sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

Un Français américain à Montréal



MARIE-CLAUDE LORTIE
CHRONIQUE

Lorsqu’il a été question que le chef britannique Gordon Ramsay, réputé autant pour ses étoiles Michelin que pour son attitude de fond de ruelle, s’installe à Montréal, tout le monde est tombé des nues. Lui? À la Rôtisserie Laurier en plus, stéréotype s’il en est un du restaurant de quartier doudou?

En revanche, quand on a appris que le chef franco-new-yorkais Daniel Boulud installerait en janvier 2012 sa nouvelle Maison Boulud à l’hôtel Ritz-Carlton complètement rénové, la nouvelle a atterri en douceur. Boulud, qui incarne le raffinement français façon Amérique du Nord, semblait aller de soi pour la grande institution de la rue Sherbrooke, nappes blanches et mignardises incluses.

Une question a toutefois rapidement fait surface: en ouvrant un restaurant de luxe, Boulud va-t-il obliger les autres établissements montréalais à se partager une clientèle pas nécessairement aussi vaste que celle de Paris ou de New York? Ou, au contraire, agrandira-

t-il cette base commerciale en attirant à Montréal un nouveau tourisme gastronomique?

«Montréal est la plus française des villes américaines, et ça, c’est tout à fait moi. Je sens que je ne serai pas trop perdu», lance le chef, qui était de passage à Montréal le week-end dernier pour le Grand Prix, auquel il assiste religieusement depuis une dizaine d’années. «Je ne me considérerai jamais comme un chef local, mais j’espère faire partie du rayonnement de Montréal.»

Boulud s’est fait connaître à New York, où il a déménagé il y a 25 ans, en prenant les commandes du Cirque, puis en ouvrant Daniel, triple étoilé Michelin qui fait partie des joyaux de la cité. Ce succès fut suivi de toute une série de restaurants à New York, mais aussi d’établissements qui vont maintenant de Pékin à Palm Beach, en passant par Londres, Miami et Singapour. C’est un acteur international qui ajoute Montréal à cette liste prestigieuse.

Selon Boulud, la métropole québécoise a une excellente

réputation gastronomique sur la scène internationale et il est très surpris qu’elle ne compte cette année aucun restaurant dans la fameuse liste San Pellegrino des 50 meilleurs établissements du monde du magazine *Restaurant*. «Il y a énormément de jeunes talents ici... J’ai beaucoup de collègues vignerons de Bourgogne, par exemple, qui sont amoureux du Canada, notamment pour ce qu’on y mange.»

Selon lui, c’est une simple question de temps. Et il ne faudra pas attendre longtemps, car il ne manque pas grand-chose pour que Montréal

l’échiquier du tourisme gastronomique international, au moyen de listes comme celle du magazine *Restaurant*, qui peuvent créer une certaine frénésie. «Ça éclaire tout de suite la ville, ça jette une lumière.»

■ ■ ■

Le chef originaire de la campagne lyonnaise a pris pied il y a trois ans à Vancouver, où il a pris la place d’une célébrité locale au restaurant Lumière de Kitsilano. L’hiver dernier, il s’est retiré du projet, qui n’a jamais levé. Ici, à Montréal, peu d’observateurs se sont

Historiquement, la cuisine française, qui est ce que Boulud propose en version moderne, a toujours occupé un créneau important. Aussi, le chef et ses équipes travaillent depuis plusieurs années avec des producteurs québécois. Leur version d’un approvisionnement régional inclut ni plus ni moins le Québec. Ainsi, ils achètent du porc chez Gaspor à Saint-Canut et du foie gras d’un autre producteur d’ici. Et le chef trouve le cerf de Boileau «superbe». De plus, ils travaillent avec des cuisiniers québécois. «On a un bon contingent et ça a toujours bien marché.»

Boulud compte en outre plusieurs «copains» à Montréal – dimanche, sur Twitter, il a affiché une photo pleine d’humour de Martin Picard et de lui avec un plat de canard à l’encre de seiche –, dont le chef Normand Laprise et le restaurateur Carlos Ferreira. Il compte sur ces relations pour l’aider à bien s’ancrer dans la culture locale. Car s’il entend attirer des touristes, il entend aussi servir d’abord et avant tout les Montréalais. «Je sais que Montréal ne vit pas que de tourisme, dit-il. Je sais qu’il faut compter sur la communauté. Je sais que je dois apporter quelque chose aux gens d’ici.»

«*Montréal est la plus française des villes américaines, et ça, c’est tout à fait moi. Je sens que je ne serai pas trop perdu.*»

— Le chef Daniel Boulud

rayonne à sa juste mesure. «Ça va percer», dit-il. Et il compte aider. Notamment, en créant des ponts entre Montréal et New York, si proches, par l’organisation d’activités qui permettront aux chefs montréalais de se faire connaître à Manhattan. L’idée est de susciter l’intérêt, de créer une attention médiatique. De faire parler. Il est tout à fait d’accord avec l’importance de placer la métropole québécoise sur

montrés surpris. Reprendre un restaurant laissé par un chef apprécié, Rob Feenie, sur une côte Ouest culturellement bien différente de New York ou de la France et qui est naturellement plus tournée vers l’Asie, dans un quartier qui n’est pas au cœur des zones touristiques, était un pari presque impossible.

Ici, à Montréal, le défi est plus réaliste. Le marché est différent. L’esprit de la ville aussi.

Pour joindre notre chroniqueuse: mlortie@lapresse.ca

Finis l’eau embouteillée au gouvernement du Québec depuis 2009

CHARLES CÔTÉ

Le gouvernement du Québec a cessé dès avril 2009 d’acheter de l’eau de source embouteillée. C’est ce qu’a indiqué à *La Presse* le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), l’organisme qui

centralise les achats gouvernementaux. Québec a alors mis fin à des contrats qui permettaient aux ministères et organismes de s’approvisionner auprès de fournisseurs. Ces contrats représentaient des sommes de plus de 440 000\$ annuellement.

La semaine dernière, selon ce que nous avons rapporté, le Manitoba a annoncé la fin de ses achats d’eau embouteillée. Selon le ministère du Développement durable, de l’Environnement et des Parcs, en 2009-2010, 83 ministères et

organismes représentant 75 % des employés de l’administration publique avaient mis en œuvre des mesures de sensibilisation visant la réduction de la consommation d’eau potable embouteillée au bureau. Ce nombre devrait être supérieur

pour l’année 2010-2011. Selon la critique péquiste en matière d’environnement, Martine Quellet, il faudrait maintenant étendre cette mesure écologique à l’ensemble du secteur parapublic, en particulier dans le réseau scolaire.

Gagnant de la meilleure valeur résiduelle pour une marque de luxe

L'ÉVÉNEMENT

Invitation au
luxe D'INFINITI

BERLINE G D'INFINITI

EX35 D'INFINITI

L'expérience du raffinement à prix avantageux.

Lors de l'événement Invitation au luxe d'Infiniti, recevez 3 500 \$ de rabais à l'achat au comptant d'une légendaire berline G ou du puissant multisegment EX35. Et comme tous les deux sont conçus avec beaucoup de raffinement, votre seul dilemme sera de choisir. C'est ça, la performance inspirée. À la manière Infiniti.

Berline G 2011 d'Infiniti

Rabais au comptant

3 500\$

offert sur tous les modèles berline G 2011*

EX35 2011 d'Infiniti

Rabais au comptant

3 500\$

offert sur tous les modèles EX35 2011*

Utilisez votre téléphone intelligent pour en savoir plus sur nos offres incroyables.

INFINITI.

Performance inspirée™

Visitez infiniti.ca

Berline G

Coupé G

Cabriolet G

FX35/50

EX35

M37/56

QX56

* Recevez 3500\$ de rabais à l'achat au comptant d'un modèle berline G/EX35 2011 avant minuit le 30 juin 2011. Le rabais est déduit du prix négocié avant les taxes et ne peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat ou la location. Les concessionnaires peuvent devoir commander ou échanger un véhicule. Ces offres sont disponibles jusqu'à minuit le 30 juin 2011. Ces offres sont disponibles pour un temps limité, ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Certaines conditions s'appliquent. Les véhicules et les roues peuvent différer de ceux qui sont illustrés. Voyez votre détaillant Infiniti le plus près pour connaître tous les détails ou infiniti.ca.

Desjardins & RONA

Desjardins & Cie

RONA fait confiance à Desjardins pour la gestion des solutions de paiement de ses 700 marchands à travers le Canada.

C'est tout Desjardins qui appuie les entreprises.

desjardins.com/entreprises



Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

FABRICE DE PIERREBOURG

Pendant plusieurs semaines,
Mallette a fait la promotion de

Sur ce point, l'Ordre s'est refusé à tout commentaire malgré notre insistance : « On ne peut ni confirmer ni infirmer quoi que ce soit dans le dossier de M. Bédard », a dit Roxane Plante, porte-parole.

« J'ai toujours espéré que ce dossier soit traité de façon

« Une telle sollicitation en vue de recevoir un avantage peut-elle mettre en position

La syndic de l'Ordre
n'a pas souhaité faire de
commentaire.

Les entrepreneurs gagnent une manche

L'APCHQ juge qu'en offrant de tels avantages financiers



aux acheteurs, la SHDM concurrence indûment les entrepreneurs en construction. « Nos membres sont concurrencés par l'État et c'est

Essentiellement, l'APCHQ

soutient que la SHDM doit détenir une licence d'entrepreneur en construction pour faire la promotion de ce programme, ce qu'elle n'a pas.

L'OFFRE SE
TERMINE
LE 30 JUIN.



Ayant vu le jour en 2005, le système Neck-Pro réduit le risque de traumatisme cervical pouvant survenir lors d'une collision arrière. Si un impact arrière est sur le point de se produire, des ressorts sous tension situés dans les appuie-têtes se déploient pour permettre aux appuie-têtes de regagner leur position immédiatement de manière à supporter la tête et le cou des occupants pour minimiser les blessures.

Pour en savoir plus,
visitez mercedes-benz.ca/classeglk

**** LE PRIX TOTAL DE 45 695 \$ INCLUT LE PDSF DE 43 500 \$ PLUS LES FRAIS DE TRANSPORT ET DE PRÉPARATION DE 1 995 \$, LES FRAIS DU RDPRM DE 85 \$, LA TAXE SUR LE CLIMATISEUR DE 100 \$ ET LES DROITS SUR LES PNEUS DE 15 \$. TPS ET TVQ EN SUS.**

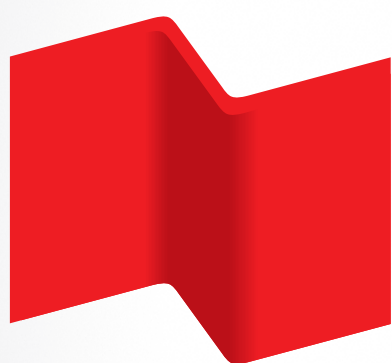
125!ans d'innovation



Mercedes-Benz

Blainville
Mercedes-Benz Blainville
10000, chemin du Plein Air
Mirabel (Blainville)
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2011. Offres de location et de financements basées sur le nouveau modèle GLK 350 4MATICTM 2011 et proposées uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Paiement mensuel et obligation totale calculés en tenant compte d'un crédit annuel de 1 250 \$. Exemple basé sur une location de 458 \$ par mois pendant 48 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 4 995 \$ plus dépôt de sécurité de 500 \$ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 430 500 \$. Taxe annuel de 3,9 %. Obligation totale : 27 475 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 1,9 % et un PDSF de 430 500 \$. Le paiement mensuel est de 655 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 6 545 \$ ou une reprise équivalente. Le coût de l'emprunt est de 1 837 \$ pour une obligation totale de 45 832 \$... Les frais de transport et de préparation de 1 995 \$, les frais du RDRPM de 85 \$, la taxe sur le climatiseur de 100 \$ et les droits sur les pneus de 15 \$ sont mentionnés inclus dans le versement initial et le prix d'achat final. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance, « écroulement » (si applicable) et frais assimilés imposés au fabricant (s'ils sont perçus par le concessionnaire) ainsi que TPS et TVG en sus. D'autres frais, taxes ou droits propres à chaque province peuvent être imposés. Le concessionnaire peut louer, ou offrir du financement à prix modéré. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé pour les détails ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre se termine le 30 juin 2011.



CONFIANCE NATIONALE

ET ACTION!



1^{re} banque en Amérique du Nord pour sa solidité financière

selon le palmarès *The World's Strongest Banks* de *Bloomberg Markets magazine*¹

Cette prestigieuse récompense rejaillit sur tous nos employés, nos clients ainsi que les investisseurs qui ont choisi la Banque Nationale comme partenaire financier. En renouvelant année après année votre confiance envers nous, vous comptez pour beaucoup dans l'obtention de ce prix. Merci.

bnc.ca/confiance

1 Bloomberg Markets magazine. Juin 2011, p. 47-52.



**BANQUE
NATIONALE**
GROUPE FINANCIER

Nouvelles solutions aux problèmes en soins de santé des Canadiens

Aider votre pharmacien à relever le défi que pose la pénurie de médicaments

Le manque de médicaments a fait récemment l'actualité. Cette situation touche l'industrie pharmaceutique au grand complet et les raisons sont nombreuses : une demande accrue, des règlements plus rigoureux et un manque de matières premières.* Peu importe les causes, les effets sont les mêmes : le patient ne peut pas se procurer le médicament dont il a besoin.

Face à ce manque, le professionnel de la santé de première ligne qu'est votre pharmacien est toujours là pour vous aider à considérer d'autres options.

Teva Canada, le plus grand fournisseur de produits pharmaceutiques génériques au pays, montre la voie à suivre pour remédier à ce problème.

Pour mieux répondre aux demandes changeantes du marché, nous investissons dans de nouveaux systèmes, du personnel et de l'équipement. Grâce à des initiatives récentes, l'un de nos principaux sites d'exploitation a augmenté sa production canadienne de 50 %. De plus, nous avons investi près de 50 millions de dollars dans une toute nouvelle usine qui devrait être opérationnelle vers la fin de cette année.

Depuis sa fondation en 1965, Teva Canada répond aux besoins en soins de santé de la population canadienne. La preuve ? Nos produits servent actuellement à remplir plus de 200 000 ordonnances par jour.

Nous savons que si vous êtes touché personnellement par ce manque de médicaments, qu'ils soient génériques ou non, des excuses ne suffisent pas. En assurant un approvisionnement de médicaments génériques de grande qualité à prix abordables, Teva Canada permet à votre pharmacien de vous aider à demeurer en bonne santé.

Dormir plus aiderait à limiter le gain de poids



MARIE ALLARD

Dormir plus aide à limiter le gain de poids. Les petits dormeurs – moins de six heures par nuit – qui allongent leurs nuits de sommeil (à sept ou huit heures) engraisseraient moins ceux qui persistent à dormir peu. « La différence est de 2,4 kg de masse grasse en six ans, juste en changeant les habitudes de sommeil », a dit Jean-Philippe Chaput, chercheur à l'Université d'Ottawa et auteur principal d'une étude qui vient d'être publiée dans l'*International Journal of Obesity*.

Quarante-trois « petits dormeurs » de 18 à 64 ans ont été choisis parmi la vaste cohorte de l'Étude des familles de Québec. Parmi eux, 20 ont continué à dormir peu après six ans, tandis que 23 ont augmenté leur temps de sommeil « de façon spontanée, sans qu'on leur conseille de le faire, ce qui rend les résultats encore plus robustes », a estimé M. Chaput.

« En moyenne, au fil du temps, c'est bien connu qu'on prend tous du poids », a indiqué le chercheur. Les petits dormeurs n'ont pas échappé à la règle, mais ceux qui ont étiré leurs nuits ont vu leur indice de masse corporelle augmenter plus légèrement (différence de 1,1 kg par mètre carré) et ont pris 2,4 kg de masse grasse de moins. Un groupe-témoin, formé de 173 adultes dormant toujours sept à huit



PHOTO FRANK GUNN, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Les petits dormeurs – moins de six heures par nuit – qui allongent leurs nuits de sommeil (à sept ou huit heures) engraisent moins que ceux qui persistent à dormir peu. Une différence de 2,4 kg de masse grasse en six ans, selon un chercheur de l'Université d'Ottawa.

heures par nuit, a obtenu des résultats semblables à ceux qui ont allongé leurs nuits. Et ce, même en prenant différents facteurs (statut social, économique, âge, alimentation, ménopause) en compte.

Mieux gérer les hormones de stress

Est-ce parce que qui dort dîne ? « On sait que lorsqu'on manque de sommeil, plusieurs hormones – comme le cortisol, l'hormone de stress par excellence – sont perturbées, a expliqué M. Chaput. Je pense que les gens qui ont

de bonnes nuits de sommeil gèrent mieux ces hormones de stress, qui sont en lien avec la prise alimentaire. Donc, ils mangent moins.»

En dormant davantage, « les gens sont moins exposés à notre environnement obésogène », a ajouté le chercheur. Il est tentant de grignoter quand on est encore debout à minuit, beaucoup moins quand on dort ! Quant au sport, il est évidemment plus facile de trouver l'énergie d'en faire quand on est reposé.

« Ces résultats sont fort novateurs, a souligné

M. Chaput. Ils permettent de lancer un message d'espoir à ceux qui ont pris plusieurs kilos en raison d'un manque de sommeil chronique.»

Les hommes canadiens dorment en moyenne huit heures sept minutes et les femmes dorment 11 minutes de plus, selon Statistique Canada. Travailler à temps plein, avoir un revenu de plus de 60 000 \$, consacrer une heure ou plus par jour au navetage, être marié, avoir un enfant de moins de 15 ans ou être stressé sont des facteurs causant une réduction de la durée du sommeil.

Médicaments pour enfants

Manque d'information au Canada

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les sociétés pharmaceutiques négligent souvent les enfants lorsque vient le temps de commercialiser leurs nouveaux médicaments et d'en demander l'approbation aux autorités canadiennes, a déploré hier un groupe de médecins dans le *Journal de l'Association médicale canadienne* (JAMC).

Le *Compendium des produits et spécialités pharmaceutiques* (CPP), principale référence des médecins canadiens lorsqu'ils prescrivent des médicaments, contient trop peu de données sur l'innocuité, l'efficacité et la posologie de médicaments qui pourraient être bénéfiques pour certains enfants, soutient l'un des auteurs de cet éditorial, le pédiatre Bob Peterson, de Vancouver.

Ces données seraient toutefois déjà connues des organismes de réglementation aux États-Unis et en Europe, ajoutent les auteurs.

Selon le pédiatre, si un médicament a déjà reçu l'approbation de la U.S Food and Drugs Administration, l'organisme de régulation des médicaments aux États-Unis, il est faux de prétendre qu'il n'y a pas assez d'information sur ce produit au Canada.

Le D^r Peterson, qui a été à la tête de la Direction des produits thérapeutiques de Santé Canada pendant plusieurs années, a affirmé que l'agence fédérale devrait régulariser la situation. Le D^r Paul Hébert, rédacteur en chef du *JAMC*, a indiqué que les pédiatres canadiens connaissent déjà les données absentes du CPP puisqu'ils consultent ce qui se fait aux États-Unis.

TOUT POUR LA ROUTE

Préparez-vous. Évadez-vous.

**Soyez prêt à prendre la route.
Avec le Plan de protection Ford,
vous ferez autant d'arrêts que vous
le voulez, sans avoir à vous soucier
de vos freins.**



PLAQUETTES ET SEGMENTS DE FREINS
MOTORCRAFT®

Faites autant d'arrêts que vous le voulez.
Ce pourrait bien être la dernière fois que
vous ayez à acheter des plaquettes ou des
segments de freins Motorcraft®†!

25 \$
DE RABAIS

Le service comprend :

- ✓ Remplacement des plaquettes ou des segments de freins avant ou arrière^o
- ✓ Inspection des disques et du circuit hydraulique
- ✓ Entretien des étriers, des bagues et des coulisseaux
- ✓ Remplissage du liquide de frein au besoin
- ✓ Le plan de protection Ford^d garantit le remplacement des plaquettes et segments de freins, même en cas d'usure normale, tant et aussi longtemps que vous posséderez votre véhicule.

MÉGA FORFAIT ÉCONO-CARBURANT

Soyez prêt à dépenser moins en carburant. Grâce à ce forfait, combiné à un entretien régulier, vous pourriez économiser jusqu'à 350 \$^{\$} par année en carburant.

SEULEMENT **59⁹⁹ \$[†]**

INSPECTION DU SYSTÈME DE CLIMATISATION

Restez au frais cet été : faites inspecter le système de climatisation de votre voiture avant vos prochaines vacances.

SEULEMENT **49⁹⁹ \$****

Pour un temps limité, obtenez **10 %* de rabais** sur tous les accessoires sur mesure Ford et obtenez des balais d'essuie-glaces de qualité supérieure Motorcraft® installés pour aussi peu que **15,99 \$** le balai.



Service

| ford.ca |

Faites confiance aux experts qui connaissent votre véhicule Ford de fond en comble : **les techniciens certifiés de Ford.** Pour obtenir tous les détails et pour en savoir plus au sujet des offres, consultez votre conseiller technique ou notre site Web.

A group of people, including several men in suits and one woman, are standing in front of a bronze bust of a man on a black pedestal. The bust is inscribed with "JEAN LAURIN 1909-1999" and "UN LANGAGE". The group is outdoors, with a red brick building and a Quebec flag visible in the background.

Camille Laurin, ancien ministre de René Lévesque, a son buste, dans le parc Camille-Laurin, rue Sherbrooke Ouest. Une centaine de personnes ont pris part à ce dévoilement. Parmi elles, la veuve de Camille Laurin, Francine Castonguay, l'ancien premier ministre Bernard Landry, Maka Kotto, député de Bourget, et plusieurs membres de la Chambre des communes, dont Maria Mourani, députée d'Ahautsinc. — *La Presse*

Après le Parti québécois, les jeunes libéraux du Québec sautent à leur tour dans le train de l'identité québécoise. Mais ils préfèrent laisser de côté les sujets controversés comme les accommodements raisonnables et la langue d'enseignement. Sur le thème « En lys pour se démarquer », la commission jeunesse du Parti libéral du Québec a lancé hier une tournée de consultation qui mènera au congrès prévu en août. Les représentants des jeunes libéraux ont promis « un vaste chantier de réflexion sur les moyens de mieux faire

Cent fois sur le métier remettez votre ouvrage. Le député néo-démocrate Yvon Godin obéit studieusement à cet adage et a présenté, pour la troisième fois et, il le sait, pas la dernière, son projet de loi exigeant que les juges de la Cour suprême du Canada comprennent l'anglais et le français sans l'aide d'interprètes. Sa dernière tentative, bien qu'approu-

vée par les députés à la Chambre
 des communes, a été bloquée au
 Sénat par les conservateurs. « Le
 Sénat n'a pas trouvé le temps en
 un an de l'envoyer à l'étude », a
 ironisé le député Godin en confé-
 rence de presse, hier, à Ottawa.
 Et bien que la donne, mainte-
 nant, est tout aussi conservatrice
 aux Communes qu'au Sénat, M.
 Godin dit vivre d'espoir. « Je ne
 suis pas un lâcheux. [...] S'il ne
 passe pas cette fois-ci, il va passer
 dans quelque temps. Si ce n'est
 pas ce Parlement-ci, un jour, il y
 aura un gouvernement en place
 qui va le passer. » Le député sou-
 ligne que cela fait trop longtemps
 que les francophones du Canada
 attendent pareille obligation pour
 les juges de la Cour suprême et il
 dit qu'il peut bien attendre encore
 un peu. — La Presse Canadienne



L'ÉVÈNEMENT PRIX DES EMPLOYÉS GM¹

DES RABAIS ALLANT JUSQU'À

13 000\$²

0%

FINANCEMENT À L'ACHAT SUR CERTAINS MODÈLES³

CRUZE LS



PDSF	RABAIS DE LA PROMO	VOTRE PRIX
16 445\$	- 1 499\$	= 14 946\$ ²

EQUINOX LS



PDSF	RABAIS DE LA PROMO	VOTRE PRIX
27 545\$	- 2 763\$	= 24 782\$ ²

AVEO^s LS



PDSF	RABAIS DE LA PROMO	VOTRE PRIX
15 445\$	- 3 463\$	= 11 982\$ ²

MALIBU LS



PDSF	RABAIS DE LA PROMO	VOTRE PRIX
25 545\$	- 3 574\$	= 21 971\$ ²

TRAVERSE LS



PDSF	RABAIS DE LA PROMO	VOTRE PRIX
37 395\$	- 6 429\$	= 30 966\$ ²

SILVERADO
2x4 à cabine allongée



PDSF	RABAIS DE LA PROMO	VOTRE PRIX
31 170\$	- 12 171\$	= 18 999\$ ²

Tous les prix à l'achat incluent transport, taxe de climatisation et rabais fidélité si applicable².



LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

5 ANS

160 000 KM⁴

* GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
* ASSISTANCE ROUTIÈRE
* TRANSPORT DE COURTOISIE



CHEVROLET, ET FIER DE L'ÊTRE.

offreschevrolet.ca

ACTUALITÉS

LA PROSTITUTION N'EST PAS UN DROIT CONSTITUTIONNEL, PLAIDE OTTAWA



PHOTO NATHAN DENETTE, LA PRESSE CANADIENNE

Les procureurs de la Couronne fédérale ont plaidé hier que la prostitution n'était pas un droit protégé par la Constitution, ce qui a fait réagir Terri-Jean Bedford, qui était armée d'une cravache hier, lors d'un point de presse à Toronto. Les avocats d'Ottawa ont exposé leurs arguments dans un dossier important présenté devant la Cour d'appel de l'Ontario. Les gouvernements fédéral et ontarien ont porté en appel un jugement qui a invalidé trois dispositions du Code criminel concernant la prostitution. Des prostituées affirment quant à elles que les lois actuelles les empêchent d'embaucher des gardes du corps ou de prendre le temps voulu pour discuter avec les clients sur les risques des relations sexuelles. Ottawa reconnaît que la prostitution est une activité à risque, mais plaide que les lois fédérales n'empirent pas la situation. Plusieurs intervenants représentant 19 groupes sociaux participeront aux audiences.

Loi pour simplifier les superprocès

Elizabeth May bloque une adoption rapide

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement Harper et les principaux partis de l'opposition comptaient adopter à toute vapeur un projet de loi pour simplifier et accélérer la tenue des superprocès après l'avortement du procès de 31 membres ou sympathisants des Hells Angels, il y a deux semaines. Or, la chef du Parti vert, Elizabeth May, a fait savoir hier soir qu'elle prévoit priver les conservateurs du soutien unanime nécessaire pour l'adoption rapide de la loi. Seule députée à s'opposer pour l'instant, M^{me} May a soutenu que le projet de loi méritait d'être examiné en profondeur. « Ces changements fondamentaux au Code criminel, qui pourraient nuire à certains principes de justice que je juge fondamentaux, méritent à mon avis de plus amples réflexions », a-t-elle lancé,

avant d'ajouter que les conservateurs ne lui avaient jamais demandé son soutien. Craignant que la libération de 31 membres ou sympathisants des Hells Angels n'ébranle la confiance de la population envers le système judiciaire, le ministre de la Justice, Rob Nicholson, a redéposé hier aux Communes le projet de loi sur les superprocès qu'il avait présenté en novembre dernier, qui n'a pu être adopté avant les élections du 2 mai. Il y propose une série de mesures visant à assurer une meilleure gestion des superprocès. Ces procès particuliers exigent beaucoup de temps des tribunaux étant donné la complexité des preuves, les nombreuses accusations et la longue liste de témoins qui doivent être entendus.

Un juge pour filtrer les dossiers

La Loi sur la tenue de procès criminels équitables et efficaces permettra la nomination d'un juge pour filtrer les dossiers complexes et volumineux et imposer des échéances aux parties. Ce juge pourrait aussi garantir que la preuve sur le fond est présentée sans interruption. Il pourrait également aider les parties à circonscrire les questions en litige et à choisir les témoins qui doivent être entendus. Le projet de loi C-53 permettrait aussi la nomination de 14 jurés, soit 4 de plus que le minimum prescrit par le Code criminel pour le prononcé d'un verdict valide. Cela éviterait les retards si un des jurés doit être libéré en cours de procès. Il y a deux semaines, le juge James Brunton, de la Cour supérieure, a causé une certaine commotion au Québec en ordonnant l'arrêt du processus judiciaire contre 31 membres ou sympathisants des Hells Angels. Le juge a accepté les arguments des avocats de la défense selon lesquels la complexité du procès et l'ampleur de la preuve engendreraient des délais déraisonnables pour les accusés. Selon certains experts, les règles proposées auraient permis d'éviter l'avortement du procès si elles avaient été adoptées l'automne dernier. Le NPD, qui forme l'opposition officielle, et le Parti libéral sont prêts à donner leur consentement à l'adoption du projet de loi avant la fin de la session parlementaire, prévue le 23 juin, quitte à sauter l'étape de son étude en comité. En conférence de presse, hier, le ministre Nicholson a soutenu que les tribunaux ont besoin de nouveaux outils pour mener à bien des procès complexes comme les superprocès. « Au cours des dernières années, nous avons constaté des délais dans les poursuites des membres du crime organisé et nous avons vu à quel point ces procès sont devenus plus longs, plus complexes et plus coûteux. Ces longs délais ébranlent la confiance des Canadiens envers notre système de justice lorsqu'ils s'étirent des mois, voire des années, à un prix élevé et sans garantie de trancher la question de culpabilité ou de l'innocence des personnes en cause », a pour sa part affirmé le ministre des Anciens Combattants, Steven Blaney, qui accompagnait M. Nicholson. Le critique néo-démocrate en matière de justice, Joe Comartin, s'est dit satisfait de voir le gouvernement Harper agir dans ce dossier. C'est d'ailleurs lui qui a tendu une perche au ministre Nicholson la semaine dernière pour faire adopter rapidement le projet de loi. M. Comartin a soutenu qu'il y a urgence d'agir puisque d'autres superprocès en cours dans d'autres provinces pourraient également avorter pour les mêmes raisons. « Il y a une crise à l'heure actuelle et il faut s'assurer que ce qui s'est passé dans le cas des 31 accusés ne se reproduise pas ailleurs », a dit M. Comartin.

— Avec La Presse Canadienne

GRÂCE À NOS RENDEMENTS, VOUS FEREZ L'ÉLOGE DE VOTRE CONSEILLER PLUTÔT QUE CELUI DE L'INDICE.



À Fonds Dynamique, nous croyons fermement que les meilleures idées engendrent les meilleurs résultats. Nous attirons les plus brillants esprits en offrant un milieu de travail où chacun peut se forger sa propre opinion. Après tout, les grands cerveaux ne pensent pas comme les autres. C'est le seul point de vue que nous partageons tous, et cette philosophie nous a permis de devenir l'une des sociétés de fonds communs les plus primées au Canada.

LES FONDS DYNAMIQUE SONT GÉRÉS PAR DES PERSONNES AUX OPINIONS BIEN TRANCHÉES. DEMANDEZ À VOTRE CONSEILLER FINANCIER COMMENT ILS PEUVENT ÊTRE AVANTAGEUX POUR VOTRE PORTEFEUILLE.

dynamique.ca/opinions

Fonds Dynamique® Investissez dans les bons conseils.

Les placements dans les fonds communs peuvent entraîner des commissions, des commissions de suivi ainsi que des frais de gestion et des charges. Prenez connaissance du prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; la valeur des parts change fréquemment et le rendement antérieur est susceptible de ne pas se répéter. ^{MD} Fonds Dynamique est une marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse et une division de Goodman & Company, Conseil en placements ltée.

Interceptée avec 70 000 pilules d'ecstasy

La sœur du chef présumé des Outlaws est arrêtée aux douanes américaines

CATHERINE HANDFIELD

Tara Haynes, sœur du chef présumé des Outlaws, semblait « nerveuse » lorsqu'elle s'est présentée au poste frontalier de Lacolle, le 3 juin. Les douaniers américains ont eu raison d'approfondir leurs recherches: ils auraient découvert quelque 70 000 pilules d'ecstasy dans le réservoir à essence de son véhicule.

Tara Haynes, 34 ans, a comparu devant la cour fédérale de district de Plattsburgh, jeudi dernier, où elle a été accusée d'importation et de possession de

drogue en vue d'en faire le trafic. Selon nos sources, Tara Haynes est la sœur de Roy Haynes Jr., désigné par la Couronne comme le chef des Outlaws, un gang qui se livre à la vente de stupéfiants dans le sud-ouest de Montréal.

Peu après minuit, le 3 juin, Tara Haynes est arrivée à Saint-Bernard-de-Lacolle à bord d'un véhicule loué. Elle aurait dit au douanier qu'elle allait rendre visite à son copain, à New York. « Haynes a montré de la nervosité pendant l'entrevue préliminaire et a eu de la difficulté à répondre aux questions additionnelles relatives à son itinéraire »,

a écrit la U.S. Customs and Border Protection (CBP) dans un communiqué.

En fouillant le véhicule, les douaniers y ont senti une «forte odeur d'essence», selon John Duncan, assistant du procureur des États-Unis pour le district Nord de l'État de New York. La jauge indiquait que le réservoir de la voiture était presque à sec.

Ces indices et le « comportement » de Tara Haynes ont incité les douaniers américains à approfondir leur fouille. C'est alors qu'ils auraient découvert dans le réservoir à essence plus de 20 kg d'ecstasy répartis

dans une vingtaine de sacs de plastique. La marchandise vaudrait 1,4 million de dollars sur le marché, selon les autorités américaines.

L'accusée, actuellement incarcérée, sera de retour au tribunal d'ici deux semaines pour la suite du processus judiciaire. «Un grand jury déterminera si les preuves sont suffisantes pour ouvrir un procès», a indiqué John Duncan.

Tara Haynes a déjà été arrêtée en mai 2008 dans le cadre des opérations mixtes Satellites et Réso, qui visaient deux réseaux de revendeurs de drogue du

sud-ouest de la métropole. Elle avait été accusée de possession de marijuana en vue d'en faire le trafic. Deux ans plus tard, un juge a ordonné l'arrêt du processus judiciaire à son égard.

Les opérations Satellites et Réso ont mené à l'arrestation de 38 personnes, dont le chef présumé, Roy Haynes Jr. Surnommé « Capone », il est le seul coaccusé dont le dossier n'a pas encore été réglé. Aujourd'hui en liberté, il doit retourner en cour demain pour recevoir sa peine. Il fait face à une série d'accusations de trafic de drogue (cocaïne et crack), complot et gangstérisme.



HONDA

En accord avec votre budget.



Accord SE 2011

En location

312 \$*
60 mois

0\$
comptant

Transport et préparation inclus

À l'achat à partir de

0,9%^{}** jusqu'à 60 mois

- Roues en alliage de 16 po
- Connectivité Bluetooth^{MD} mains libres
- Chaîne sonore avec changeur à 6 CD et 7 haut-parleurs
- Siège conducteur réglable en 8 positions
- XM Satellite Radio^{MD†}

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

hondaquebec.ca

L'offre de location/bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur l'Accord berline SE nouvelle (modèle CP268BE). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 550 \$, plus l'achat pour ce véhicule : 26 440 \$. Le transport et la préparation de 1 550 \$ et taxe sur le climatiseur de 200 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 20 460 \$. Aucun acompte requis. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en plus. *Le taux de financement de 0,9 % est disponible sur approbation de crédit pour toutes les Accords Honda. Pour exemple, un montant de 20 000 \$ à l'achat finit jusqu'à 60 mois, avec des mensualités de 341,01 \$, soit des frais de 460 \$ au total. Le prix de 20 460 \$*, incluant le transport et la préparation de 1 550 \$, est basé sur une obligation totale de 460 \$ au total. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en plus. **Les offres de location/bail peuvent varier d'une province à l'autre. Les offres valides seulement pour les résidents du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valables sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Visitez votre concessionnaire Honda pour plus de détails. **Période d'essai gratuite d'une durée de 3 mois après l'annule des frais s'inclinent. Offre dans les 10 provinces du Canada et dans les 48 États contigus des États-Unis. Pour connaître les défauts et les conditions, visitez www.honda.ca.

ACTUALITÉS

PROCÈS DE CLAUDE LAROUCHE

L'accusé plaide l'intoxication

CAROLINE TOUZIN

Claude Larouche admet avoir tué Natasha Cournoyer, mais il assure qu'il n'en avait pas l'intention.

L'homme de 49 ans soutient que sa victime a accepté de le suivre au motel Lido, à Laval, et qu'elle lui a même offert des faveurs sexuelles.

C'est ce qui se dégage du témoignage que Claude Larouche, accusé du meurtre prémédité de la fonctionnaire de 37 ans, a rendu hier, au premier jour de la preuve de la défense à son procès au palais de justice de Montréal.

Le menuisier de 49 ans avait les yeux rivés au sol durant tout son témoignage. Il bégayait par moments. Son récit était parfois incohérent et ponctué de trous de mémoire.

Il a déclaré que, le 1^{er} octobre 2009, il est parti travailler vers 7 h. Il a fini plus tôt qu'à l'habitude, vers midi. Il a décidé d'aller s'acheter 18 quarts de cocaïne, d'une valeur de 300\$, et 10 roches de crack, d'une valeur de 200\$, chez un vendeur du nord de Montréal.

Larouche avait l'intention de consommer cette drogue au motel Lido, à Laval,

La rencontre d'un homme mystère

Une fois dans la voiture, la victime aurait accepté de le suivre au motel pour rencontrer un second homme. Malgré les efforts de la procureure de la Couronne, M^{re} Éliane Perreault, pour préciser l'identité de cet homme mystère en contre-interrogatoire, Larouche est resté vague.

Au motel, la victime lui aurait offert des faveurs sexuelles. À un moment, elle lui aurait lancé une chaussure, puis lui aurait asséné un coup avec son sac à main. Une autre bagarre aurait alors éclaté.

«J'avais mes deux mains autour de son cou. C'est ça», a décrit l'accusé. Après l'avoir étranglée, Larouche a consommé ce qu'il lui restait de cocaïne pendant que sa victime gisait inconsciente sur le tapis de la chambre. Il a ensuite mis le corps dans son camion, puis il est rentré chez lui, dans le quartier Ahuntsic, vers 1 h.

Ce n'est que le lendemain matin qu'il s'est rendu compte de ce qu'il avait fait, toujours selon sa version. «Tabarnak, elle est pas partie, elle? [...] Qu'est-ce qui s'est passé?», s'est-il dit en découvrant le corps sans vie sur le plancher de la fourgonnette.

Le menuisier de 49 ans avait les yeux rivés au sol durant tout son témoignage. Il bégayait par moments. Son récit était parfois incohérent et ponctué de trous de mémoire.

puis de faire appel aux services d'une prostituée. Une fois au motel, insatisfait de la qualité des roches de crack, il dit avoir appelé un second vendeur. Ce dernier lui aurait donné rendez-vous dans le stationnement de la Place Laval, lieu de travail de la victime.

L'accusé avait déjà consommé près de la moitié de sa drogue lorsqu'il s'est rendu au lieu de rendez-vous. En attendant le trafiquant, il a continué à consommer dans sa fourgonnette, dont il a laissé une porte ouverte.

C'est là qu'il a été surpris par une femme arrivée «à la course», a-t-il expliqué aux jurés. «J'ai fait un saut. Elle a fait un saut. Je me suis levé. Quelque chose a revolé. Elle avait quelque chose dans les mains. Je l'ai accotée après le char. Il y a eu un échange de coups», a-t-il indiqué. Au cours de la bagarre, ils se sont retrouvés tous les deux dans la voiture. Il a refermé la porte.

Larouche n'a jamais nommé Natasha Cournoyer durant son témoignage. Il l'a désignée comme «la victime» ou «elle».

Malgré cette découverte, Larouche n'avait qu'une idée en tête: faire son paiement hebdomadaire de location de voiture. Il s'est donc rendu dans l'est de Montréal pour faire ce paiement. Il s'est ensuite débarrassé du corps près d'un débarcadère de bateau à Pointe-aux-Trembles. Puis, il a découpé les cartes de la victime pour les éparpiller le long de l'autoroute 19 afin que «personne ne s'en serve».

Larouche est retourné deux fois sur les lieux où il avait abandonné le corps. La première fois, le 3 octobre, il a posé une couverture sur le corps de la victime. «Je ne voulais pas qu'elle gèle», a-t-il dit aux jurés. La seconde fois, le 4, il a retiré la couverture, craignant qu'on ne mette trop de temps à trouver le corps.

Natasha Cournoyer a disparu le 1^{er} octobre 2009 après avoir quitté son travail vers 20 h, à Laval. Son corps a été retrouvé le 6 octobre, par un col bleu, tout à fait par hasard. Claude Larouche a été arrêté un mois plus tard, le 5 novembre, trahi par son ADN.

MORT DU PETIT JÉRÉMY

Stéphanie Meunier a mordu l'enfant, mais nie l'avoir battu

CHRISTIANE DESJARDINS

Stéphanie Meunier admet avoir mordu le petit Jérémie Bastien à un bras et à un mollet, pour lui montrer qu'il ne fallait pas mordre. Elle a remarqué que l'enfant de 4 ans, fils de son nouveau conjoint, avait des marques un peu partout sur le corps, mais n'a pas vu qu'il lui manquait des ongles aux deux mains. Elle affirme n'avoir jamais battu l'enfant, mort le 6 décembre 2008 alors qu'elle le gardait seule depuis une semaine.

C'est ce que M^{me} Meunier a dit dans le cadre de son témoignage, hier, à son procès. La femme de 32 ans est accusée du meurtre prémédité du petit Jérémie Bastien-Perron, mort d'une hémorragie cérébrale causée par un choc très violent à la tête. Son corps était en outre couvert d'une multitude de bleus et de marques. Rien que sur son thorax, on a dénombré 18 blessures. Dans son témoignage, M^{me} Meunier n'a jamais dit qu'elle avait elle-même frappé l'enfant. Elle a insinué que l'enfant avait pu être blessé par son père, Francis Bastien, qui le frappait, par deux chutes au parc survenues la veille de sa mort et même par un de ses propres enfants, un garçon de 5 ans qui aimait jouer à Batman et à Spider-Man en se lançant sur les gens du haut d'un lit superposé.

M^{me} Meunier a dit qu'elle avait eu une enfance difficile, mais s'est décrite comme une bonne mère. Selon ses explications, elle a connu Francis Bastien en mai 2008, par le site de rencontres Réseau Contact. Elle vivait alors toujours avec son conjoint des 10 dernières années, prénommé Benoît, père de ses 4 enfants.

M^{me} Meunier affirme qu'elle voulait se libérer de Benoît, un homme violent. Elle s'est donc mise à voir Francis Bastien en cachette. Elle a finalement quitté Benoît le 1^{er} novembre 2008. Elle a loué un appartement, où elle a emménagé avec ses quatre enfants. Francis Bastien y a aussi emménagé avec son fils Jérémie. Selon elle, la relation allait comme ci comme ça – ils apprenaient à se connaître.

Elle dit avoir vu M. Bastien donner à Jérémie une grosse tape sur les fesses. «Francis Bastien avait le visage très agressif. Je lui ai dit: tu devrais aller prendre l'air.» M^{me} Meunier affirme avoir ensuite parlé au petit Jérémie, qui avait les fesses rouges et saignait à la tête. «Jérémie m'a expliqué que son père l'avait mis à genoux», a raconté M^{me} Meunier, avant de dire que l'enfant n'avait pas voulu, que le père l'avait poussé et que l'enfant s'était cogné la tête sur une chaise de métal. Selon elle, il aurait eu besoin de points de suture, mais M. Bastien n'a pas voulu aller à l'hôpital avec l'enfant.

Le 30 novembre, M. Bastien s'est absenté afin de participer à une étude clinique pour une firme pharmaceutique. Il devait être absent pendant deux semaines environ. M^{me} Meunier gardait les cinq enfants. Le petit Jérémie a passé une partie de la journée couché. Elle soutient avoir appelé plusieurs fois M. Bastien au cours de la semaine, pour lui dire qu'il devait revenir et mener son fils à l'hôpital. Il l'a menacée de faire passer cela sur son dos à elle, a-t-elle fait valoir.

La veille du drame, le 5 décembre, M^{me} Meunier soutient être allée au parc avec les enfants. Jérémie est tombé à la renverse dans la toile d'araignée. Elle l'a libéré et, après, il est tombé une autre fois, dans un autre jeu. Mais il a continué à jouer après.

Le 6 décembre, M^{me} Meunier dit avoir préparé une journée cinéma avec les enfants. Elle a fait des gâteaux, que les enfants pouvaient décorer. Jérémie s'est retrouvé avec du glacement sur les mains. Elle lui a demandé d'aller les laver. L'enfant s'est dirigé vers la salle de bains, mais, peu après, elle a entendu un bruit. Elle s'est précipitée et a trouvé le petit par terre dans le couloir. Il était couché sur le ventre, le visage de côté. Sa respiration était très faible. Elle a appelé le 911.

Il est à noter que, selon la preuve de la Couronne, la majorité des coups qu'a reçus l'enfant lui auraient été portés dans la semaine précédant sa mort, et le coup mortel, quelques heures avant.

L'OFFRE DU JOUR!

ADHÉREZ AU FORFAIT ANNUEL MD-PLUS À LA CLINIQUE MD-PLUS

70\$ ~~145\$~~

ÉCONOMISEZ 52%



MD Clinique médicale MD-Plus

LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS

une exclusivité cyberpresse.ca

OFFERT UNIQUEMENT SUR
WWW.LERENARD.CA

Quantité et durée limitées

L'ex-ministre français Luc Ferry sous le feu des critiques

MARC THIBODEAU

PARIS — Le philosophe français Luc Ferry se retrouve sur la sellette après avoir, pendant des années, reçu d'une université parisienne un salaire de professeur sans jamais y donner le moindre cours.

Cet ancien ministre de l'Éducation nationale a multiplié les déclarations médiatiques au cours des derniers jours pour nier toute malversation. Il a même menacé de «poursuivre les gens qui disent des conneries» à son sujet.

L'affaire a éclaté la semaine dernière dans les pages du *Canard enchaîné*, sous le titre «Un emploi fictif pour le moraliste Luc Ferry». L'hebdomadaire satirique relevait que le philosophe est employé et payé comme professeur des universités à Paris VII depuis plus de 10 ans même s'il «n'y a jamais mis une roue de sa décapotable» en raison d'une décharge d'enseignement qui lui permet de se consacrer à d'autres tâches.

Décharge

Le philosophe, auteur de plusieurs ouvrages à succès, est notamment chargé depuis 2004 de présider le Conseil d'analyse de la société (CAS), organisme consultatif relevant du premier ministre qui a pour mandat «d'éclairer les choix politiques du gouvernement par l'analyse et la confrontation des points de vue».

En raison de cette décharge, l'Université lui versait son salaire net de près de 4500€ (6300\$) par mois tout en le dispensant de ses activités d'enseignant. Le CAS ajoutait une somme mensuelle de 1800€ (2500\$).

L'entente, valable pour trois ans, a été reconduite deux fois jusqu'à la rentrée 2010. Les choses se sont compliquées en raison d'une nouvelle loi qui donne plus d'autonomie à l'Université, laquelle a refusé de prolonger la dispense une autre fois.

À l'automne, le président de l'Université, Vincent Berger, a écrit à plusieurs reprises à Luc Ferry pour lui demander de «régulariser» sa situation. Il lui a même proposé, dans une ultime missive, de donner 24 heures de cours en juin et juillet plutôt que le total prévu de 192 heures pour l'année.

Refus

Le philosophe a cependant refusé d'obtempérer au motif qu'il attendait de voir confirmer la prolongation de sa décharge. Il avait écrit en vain en mai 2010 à la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, pour lui demander d'avoir «la gentillesse» de procéder en ce sens.

Le bureau du premier ministre a annoncé vendredi qu'il rembourserait à l'Université les sommes payées à Luc Ferry depuis le mois de septembre 2010. L'intervention n'a pas mis fin à la controverse puisque plusieurs députés de gauche ont mis en doute l'importance des tâches de Ferry au CAS et lui demandent de rembourser lui-même l'Université.

Un député de droite, Yannick Favenne, exige quant à lui de voir les travaux réalisés par le CAS pour déterminer s'ils justifient une rémunération de plus de 6000€ (8400\$) par mois. «Dans le contexte actuel, je ne pense pas que ce soit une bonne image de la politique que l'on renvoie, a-t-il dit. Cela me navre.»

Luc Ferry assure de son côté qu'il a réalisé un «vrai gros travail» pour le CAS et qu'il

est «totalement absurde» de parler d'emploi fictif.

Il affirme qu'on cherche à le discréditer pour avoir récemment «eu l'audace de briser

un tabou» en accusant publiquement, sans le nommer, un ancien ministre d'actes pédophiles. La police a ouvert une enquête sur ses allégations.

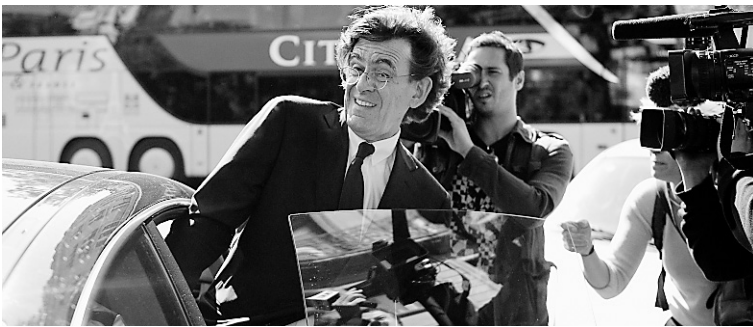


PHOTO BERTRAND LANGLOIS, AGENCE FRANCE-PRESSE
Le philosophe et ancien ministre de l'Éducation nationale Luc Ferry.

SOLDE DE 2 JOURS

LES MERCREDI 15 ET JEUDI 16 JUIN

2 200\$ DE RABAIS

798\$

Ord. 2 998\$

Duo-sommeil grand lit à europlateau Impeccable III, collection POSTUREPEDIC de SEALY

Formats lit-1 place à très grand lit aussi soldés. Ferme ou moelleux. La mousse mémoire assure un soutien et un confort adaptés à votre poids et à la température de votre corps.

Livraison locale sans frais à l'achat d'un duo-sommeil! Précisions en magasin.

LA BAIE, VOTRE DESTINATION POSTUREPEDIC!

DE PLUS, OBTENEZ 60% DE RABAIS sur tous les autres duos-sommeil

Sur nos prix ordinaires.

NOUS RÉNOVONS! VOUS ÉCONOMISEZ!

JUSQU'À 75% DE RABAIS

GRANDE LIQUIDATION! 20 MILLIONS DE DOLLARS DE MARCHANDISE

APRÈS UN RABAIS ADDITIONNEL DE 25 % SUR LES MEUBLES, MATELAS, GROS ÉLECTROS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES À PRIX DE LIQUIDATION.

Sur nos derniers prix étiquetés.

500\$ DE RABAIS

1 137\$

Ord. 1 637\$

Mobilier de salle à manger 9 pièces JULIA

Table carrée de style contemporain avec incrustations en verre et 8 chaises avec dossier à carreaux.

400\$ DE RABAIS

599\$

Ord. 999\$

Canapé MARTIN, ardoise FABRIQUÉ AU CANADA

ET JUSQU'À 30% DE RABAIS

sur les autres meubles de séjour, les tables d'appoint, les meubles de chambre à coucher et de salle à manger

Sur nos prix ordinaires. Exceptions : articles « Offre spéciale de la direction », EQ3 et ceux dont le prix se termine par 974. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre.

JUSQU'À 25% DE RABAIS GROS ÉLECTROS

300\$ DE RABAIS

899⁹⁹

Ord. 1 199,98\$

Duo-lessive WHIRLPOOL

150\$ DE RABAIS 499⁹⁹

Laveuse à chargement sur le dessus, 4,3 pi³ Modèle 84438301. Ord. 649,99\$

150\$ DE RABAIS 399⁹⁹

Sècheuse, 7 pi³ Modèle 84438329. Ord. 549,99\$

200\$ DE RABAIS

899⁹⁹

Ord. 1 099,99\$

TÉLÉVISEUR HD À ÉCRAN ACL 46 po SONY

Modèle KDL46EX500.

Panneau à résolution HD intégrale 1080p, technologie Motionflow™ 120 Hz, 4 entrées HDMI.

TOUS LES AUTRES TÉLÉVISEURS HD À ÉCRAN ACL, DEL ET PLASMA SONT SOLDÉS!

CHOIX DE MARQUES : SONY, SAMSUNG, TOSHIBA ET AUTRES.

NE PAYEZ PAS AVANT JUIN 2013

À L'ACHAT DE MEUBLES, DE GROS ÉLECTROS, DE MATELAS ET D'APPAREILS ÉLECTRONIQUES LORSQUE VOUS UTILISEZ VOTRE CARTE MASTERCARD^{MD} HBC^C OU VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC

Achat minimal de 499\$ (avant taxes). Frais de livraison et taxes payables à l'avance. Sur approbation du crédit seulement. Précisions en magasin.

la Baie

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du 2011-06-13

Powerball

4 6 V D D

Quotidien

3 464 07 09

4 8038 15 18 29

Triflex

05 07 11 14 22

23 26 39 41 42

43 44 48 53 54

57 60 67 69 70

banco

Astro

Jour - Mois - Année - Signe

10 SEPTEMBRE 38 GÉMEAUX

Extra 9872195

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com/video

lotoquebec.com/video

lotoquebec.com/video

lotoquebec.com/video

lotoquebec.com/video

* Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin. ^{MD} Marque déposée de MasterCard International Incorporated, utilisée sous licence. ^C Marque déposée de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

MONDE

LIBAN

Le Hezbollah et ses alliés au pouvoir

Après cinq mois de négociations, le Liban a depuis hier un nouveau gouvernement, mené par le Hezbollah et ses alliés. Un député – le druze Talal Arslane – a présenté sa démission sur-le-champ pour cause de divergences avec le nouveau premier ministre, Najib Mikati. Cette première journée est-elle annonciatrice de ce qui suivra? Entrevue avec le politologue Sami Aoun, spécialiste du Proche-Orient.

LOUISE LEDUC

Peut-on espérer un peu de stabilité pour ce gouvernement?

Disons que la démission de Talal Arslane, figure bien connue de la communauté druze, démontre que la formation de ce gouvernement a été un accouchement au forceps. Évidemment, le fait qu’il y ait maintenant un gouvernement

Pourquoi a-t-il fallu cinq mois pour former ce gouvernement?

Najib Mikati a été désigné premier ministre le jour même où les troubles ont éclaté en Égypte. Sans doute voulait-il attendre de voir quels changements allaient survenir dans ce pays pour ne pas mettre en place un gouvernement qui aurait pu être perçu comme une provocation

ne peut manifester de réelle autonomie par rapport à lui.

Ce qui se passera en Syrie sera donc lourd de conséquences pour le Liban?

La stabilité de ce gouvernement sera nécessairement tributaire du bras de fer qui se joue entre la Syrie et la Turquie, et entre la Syrie et la communauté internationale – les États-Unis et l’Europe en tête.



PHOTO JOSEPH EID, AGENCE FRANCE-PRESSE

La démission du député druze Talal Arslane a créé des remous au Liban, hier, où ses partisans ont fait brûler des pneus.

En un mot, comment qualifier ce nouveau gouvernement?

Ce n’est surtout pas un gouvernement de réconciliation nationale, et il ne représente pas du tout l’ensemble du spectre libanais. Ce sera un gouvernement d’affrontement, aussi bien à l’interne que sur la scène internationale. Il entre en action alors que l’on est en attente de développements en Syrie et dans d’autres pays. On peut être assuré qu’à l’ONU, quand sera présentée une résolution sur la Syrie, le vote du Liban sera favorable à ce pays, tout comme il se montrera très favorable au point de vue iranien.

ministre a-t-il calculé qu’il était préférable que le gouvernement soit déjà formé quand cela surviendra. Najib Mikati a déjà dit qu’il ne désavouerait pas le tribunal, et son ministre de la Justice, ancien bâtonnier du Liban, a la réputation d’être un homme honnête. Il n’est pas impossible pour autant qu’il décide de contester les accusations du tribunal.

Quelles seront les prochaines étapes?

Dans deux ou trois mois, le nouveau gouvernement devra se soumettre à un vote de confiance. Avec le député druze qui est parti, la majorité est aujourd’hui très faible, mais elle devrait tenir.

« Ce sera un gouvernement d'affrontement, aussi bien à l'interne que sur la scène internationale. »

— Le politologue Sami Aoun

aidera à la gestion quotidienne des affaires de l’État, mais la stabilité de ce gouvernement est toute relative. Peut-être ne sera-t-il pas renversé par le Parlement, mais il y a de fortes chances pour que la population sunnite, fortement aliénée par ce cabinet, oblige le premier ministre à calmer ses ardeurs et à éviter de se prononcer sur les sujets controversés. Ce qui est sûr, c’est que ce gouvernement a des handicaps congénitaux.

pour l’Égypte, ou encore pour l’Arabie Saoudite. Puis, la situation a explosé en Syrie, dont Najib Mikati est très proche. Homme d’affaires, Najib Mikati a notamment des activités commerciales en Syrie et de façon générale, ce gouvernement est en plein dans la zone d’influence syrienne. Officiellement, cependant, la position de Mikati sera celle de l’équilibriste: il ne pourra pas montrer un appui total au président al-Assad, pas plus qu’il

Des accusations devraient tomber sous peu dans l’enquête du tribunal spécial de l’ONU sur l’assassinat de l’ancien premier ministre Rafic Hariri, survenu le 14 février 2005. Le Hezbollah s’attend à ce que certains de ses membres soient accusés. Quel impact pour le gouvernement libanais dominé par le Hezbollah?

Justement, si le gouvernement a été formé au moment où il a été formé, c’est que la rumeur voulait que les accusations soient portées vers la fin de juin. Les accusations ne frapperont pas des ministres libanais, mais des membres actifs du Hezbollah, ce qui éclaboussera le gouvernement en place. Sans doute le premier

CYBERSUPERCHERIE

Le blogue de la Syrienne Amina a été fabriqué de toutes pièces

LOÏC VENNIN
AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — Un Américain de 40 ans qui étudie en Écosse a avoué que la jeune blogueuse lesbienne de Damas qui était devenue une icône du mouvement démocratique en Syrie est une fiction qu’il a lui-même créée.

La semaine dernière, il est apparu qu’une photo censée être celle d’Amina avait en fait été repiquée de la page Facebook d’une Londonienne.



PHOTO PRISE SUR LE SITE PICASA

Le supposé blogue d’Amina Abdallah Arraf était en fait une création de Tom MacMaster (à droite), Américain de 40 ans qui étudie à la maîtrise à l’Université d’Édimbourg, en Écosse.

quand, sur le blogue, une personne qui s’est présentée comme une parente de la jeune femme a annoncé il y a une semaine que cette dernière avait été enlevée à

Damas. Le groupe « Libérez Amina Abdallah » avait réuni sur Facebook près de 15 000 membres. Mais tout cela était pure fiction.

Le supposé blogue d’Amina Abdallah Arraf était en fait une création de Tom MacMaster, Américain de 40 ans qui étudie à la maîtrise à l’Université d’Édimbourg, en Écosse. « Je

n’aurais jamais cru provoquer un tel intérêt », écrit Tom MacMaster dans une « lettre d’excuses aux lecteurs » diffusée dimanche sur son blogue.

Doutes

Des doutes avaient émergé depuis plusieurs jours. La semaine dernière, il est apparu qu’une photo censée être celle d’Amina avait en fait été repiquée de la page Facebook d’une Londonienne. Tom MacMaster, interrogé par le *Washington Post*, avait démenti fermement être le véritable auteur du blogue. « Tandis que le narrateur était fictif, les faits sur ce blogue sont authentiques et ne sont pas trompeurs quant à la situation sur le terrain », écrit MacMaster dans sa lettre d’excuses. « Je ne pense pas avoir fait de mal à qui que ce soit. Les événements qui se déroulent là-bas sont façonnés par des personnes qui les vivent au jour le jour. J’ai seulement essayé de les illustrer pour un public occidental », ajoute MacMaster, qui milite depuis des années pour la démocratie au Proche-Orient. Sa femme est également étudiante à Édimbourg, où elle fait un doctorat sur l’économie syrienne. La révélation de la supercherie a suscité la colère parmi les partisans de la Syrienne, qui s’étaient mobilisés après son prétendu enlèvement. « À M. MacMaster, je dis : Honte à vous ! Ce que vous avez fait en a heurté beaucoup et nous a tous placés dans une position dangereuse », écrit l’éditeur syrien du site *GayMiddleEast.com*.

L’armée syrienne poursuit son offensive

AGENCE FRANCE-PRESSE

DAMAS — L’armée syrienne a étendu hier au nord-est du pays sa vaste opération destinée à mater la contestation, envoyant ses chars près de l’Irak et traquant dans l’Ouest les « groupes terroristes armés » accusés d’être responsables des violences par Damas. Le ratissage mené depuis plusieurs jours a entraîné des divisions dans les rangs des militaires syriens, ont affirmé des réfugiés du nord-ouest du pays arrivés en Turquie, accusant le régime d’avoir créé de toutes pièces les histoires des « groupes armés semant le chaos dans le pays » pour justifier leur répression.

« Quatre chars ont fait défection et ils ont commencé à se tirer les uns sur les autres », a raconté hier un réfugié, corroborant des témoignages recueillis la veille auprès de personnes fuyant Jisr al-Choughour. Cette ville de 50 000 habitants a été le théâtre de violents affrontements la semaine dernière, avec en particulier la mort de 120 policiers le 6 juin. Le régime de Bachar al-Assad a accusé des « groupes armés », mais opposants et témoins ont attribué ces morts à une mutinerie au quartier général de la Sécurité. Ces apparentes dissensions n’ont toutefois pas dissuadé Damas d’étendre son opé-

ration militaire plus à l’est: « Quelque 10 chars et 15 à 20 transports de troupes ont été déployés autour de la ville d’Abou Kamal », située à la frontière irakienne, a affirmé hier à l’AFP un militant des droits de l’homme. Depuis le 15 mars, plus de 1200 opposants sont morts et 10 000 autres ont été arrêtés en Syrie, selon des ONG. Résolution de l’ONU Face à la détermination de Damas, les quatre membres européens du Conseil de sécurité de l’ONU (France, Grande-Bretagne, Allemagne et Portugal) ont préparé une résolution condamnant les violences en Syrie, disant qu’elles

pouvaient être assimilées à des « crimes contre l’humanité ». Un texte pourrait être prêt pour un vote aujourd’hui, a indiqué un diplomate hier. Mais la Chine et la Russie y sont opposées. Une nouvelle fois, la Maison-Blanche a condamné « avec force » hier les nouvelles violences qui se sont déroulées en Syrie pendant le week-end. Entre-temps, un haut responsable de la sécurité, cousin du président Bachar al-Assad, et l’ex-gouverneur de la province de Deraa (Sud), où est née la contestation il y a trois mois, ont été interdits de voyage par une commission d’enquête. Honnis par la population, ils avaient été limogés de leurs postes en mars.

Des témoins, réfugiés côté turc, affirmant en outre que le régime cible les musulmans sunnites, tout en s’appuyant sur les communautés alaouites. Issue d’une ramification de l’islam chiïte, cette confession est minoritaire en Syrie (10 % de la population), mais constitue un pilier du régime, Bachar al-Assad en faisant lui-même partie. Après avoir annoncé dimanche avoir « pris le contrôle » de Jisr al-Choughour, au terme d’une opération militaire lancée vendredi, les autorités ont indiqué qu’elles « poursuivaient les groupes terroristes armés » dans les futaies et les montagnes environnantes, dans le gouvernorat d’Idlib. Un grand nombre des 50 000 habitants de Jisr al-Choughour se sont réfugiés en Turquie, depuis que les violences ont éclaté, il y a une semaine.

LE TOUR DU GLOBE

CORÉE DU NORD

Cargo intercepté

La marine américaine a intercepté, fin mai, un cargo nord-coréen soupçonné de transporter en Birmanie des armes et de la technologie pour des missiles, a-t-on appris de sources concordantes. Le navire nord-coréen *M/V Light*, qui était en route pour la Birmanie, se livrait à des activités de contrebande, a déclaré Gary Samore, chargé des armes de destruction massive auprès du président Barack Obama. — AFP



PHOTO AFP / HO / US NAVY
Le *USS McCampbell*, qui a procédé à l'arraisonnement du *M/V Light*.

TURQUIE

Plus de femmes

La Turquie verra plus de femmes au Parlement à l'issue des législatives de dimanche, leur nombre ayant augmenté de 50 à 78 (sur 550), mais l'égalité des sexes est loin d'être acquise dans une société patriarcale, selon les résultats non officiels du scrutin publiés hier. La plupart des députées (45) ont été élues sur les listes du parti au pouvoir (AKP, issu de la mouvance islamiste). — AFP

FMI

Ce sera Lagarde contre Carstens

Le Fonds monétaire international a finalement retenu deux candidatures pour le poste de directeur général, celles du Mexicain Agustín Carstens et de la Française Christine Lagarde. L'Israélo-Américain Stanley Fischer a été écarté parce qu'il est âgé de 67 ans, deux ans de plus que l'âge limite fixé par le FMI. L'identité du successeur de Dominique Strauss-Kahn sera dévoilée le 30 juin. — AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

4,3 milliards

Un programme mondial de vaccination, destiné à protéger les enfants des pays pauvres avec le parrainage du cofondateur de Microsoft Bill Gates, a obtenu hier des promesses de dons d'un total de 4,3 milliards de dollars, susceptibles de sauver 4 millions de vies. Le gouvernement britannique et la Fondation Bill et Melinda Gates se sont engagés à fournir la moitié des fonds. — AFP

Le Vietnam défie la Chine

Hanoï entreprend des exercices militaires, le conflit territorial s'envenime

D'APRÈS L'AFP

HANOÏ — Le Vietnam a entamé hier une série d'exercices militaires à tirs réels en mer de Chine méridionale, s'engageant sur la voie chaotique du bras de fer, au moment où les tensions se sont accrues au cours des derniers jours entre Hanoï et Pékin autour de deux archipels disputés. Une vieille querelle sur les îles Paracel et Spratley, supposées riches en pétrole et traversées par des voies maritimes internationales, connaît un regain de tension qui menace, selon les analystes, de tourner à l'épreuve de force. Les Spratley sont aussi revendiquées, en partie ou en totalité, par les Philippines, Brunei, la Malaisie et Taïwan. Mais c'est clairement entre Hanoï et Pékin que le durcissement est le plus évident.

La crise actuelle date du mois dernier, lorsque Hanoï avait accusé Pékin d'avoir « violé » sa souveraineté, lorsqu'un navire d'exploration du groupe public d'hydrocarbures PetroVietnam avait été endommagé par des bateaux

Les États-Unis se disent « troublés » par ces tensions, et réclament une solution « pacifique » au conflit.

chinois. Un incident similaire s'était de nouveau produit jeudi dernier. Les États-Unis se sont déclarés « troublés » par ces tensions, en réclamant une solution « pacifique ». Pékin, qui a plusieurs fois demandé à Hanoï de cesser ses explorations dans

les eaux disputées, n'a pas réagi depuis l'annonce vendredi de ces exercices à tirs réels. « Envoyer un message » L'exercice « est conçu pour envoyer un message à la Chine que le Vietnam refuse de se faire bousculer », a estimé hier Ian Storey, expert de la sécurité régionale pour l'Institut des études du Sud-Est asiatique à Singapour. « Je pense que les Chinois vont le prendre très mal. » Un affrontement dans cette zone entre les deux pays, en 1988, avait entraîné la mort de 70 Vietnamiens. Signe que la crise actuelle est profonde, les tensions ne se sont pas limitées à leur dimension militaire. Plus de 200 sites internet vietnamiens, dont ceux des ministères de l'Agriculture et des Affaires étrangères, ont été piratés depuis le début juin.

DÉBAT RÉPUBLICAIN

Tous contre Obama

ASSOCIATED PRESS

Les aspirants candidats républicains ont critiqué la gestion de l'économie du président Barack Obama, hier soir, lors de leur premier grand débat télévisé de la campagne, au New Hampshire, s'emparant d'un sujet qui, espèrent-ils, leur ouvrira la voie vers la Maison-Blanche. De façon générale, tous les participants se sont gardés de se critiquer mutuellement. Même leurs différences, pour tant évidentes, se sont exprimées en des termes voilés. Mitt Romney, perçu comme le favori de la course, a mis de l'avant son expérience d'homme d'affaires depuis 25 ans comme preuve qu'il peut sortir le pays d'une récession persistante. L'ancien gouverneur du Massachusetts avait pour principal défi de tenter de convaincre la frange conservatrice du parti qui le considère comme trop modéré, en particulier à cause du programme de santé mis en place dans son

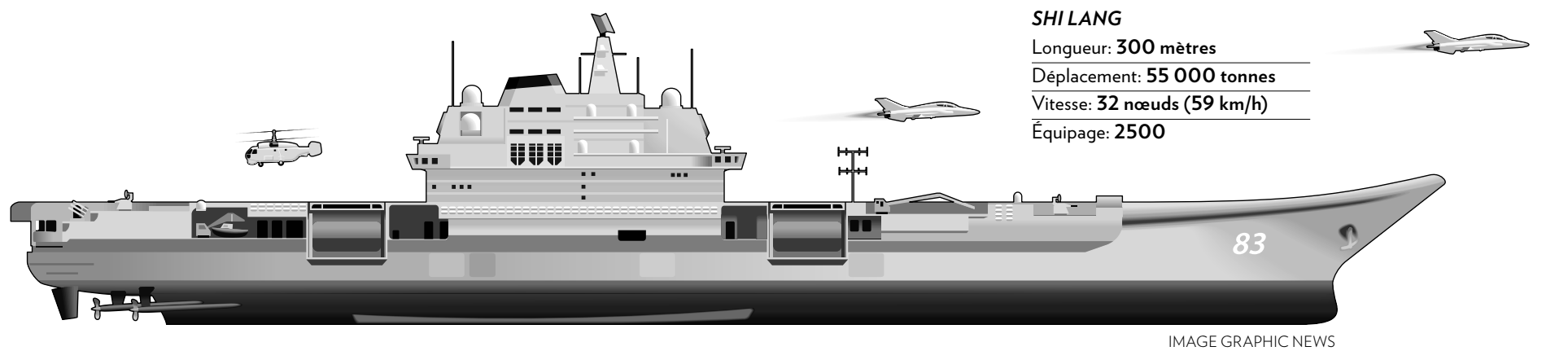
État, qui a servi de modèle à la réforme de la santé du président Obama. **Bachmann candidate** De son côté, Michele Bachmann, représentante du Minnesota au franc-parler liée au Tea Party, a profité du débat pour annoncer officiellement sa candidature. Au cours des derniers mois, elle avait laissé deviner ses intentions, en visitant les premiers États à organiser des primaires et en tenant plusieurs collectes de fonds. « Nous ne pouvons risquer de donner au président Obama quatre autres années pour démanteler notre pays. Nous devons agir maintenant », a-t-elle écrit dans un communiqué diffusé une heure à peine après son annonce. Même si elle n'a que peu d'expérience en politique fédérale, Michele Bachmann s'est fait connaître à Washington grâce à ses fréquents passages à la télévision et à ses critiques acerbes du président Obama.

QUATRE MOTS POUR COMPRENDRE

Premier porte-avions chinois

JUDITH LACHAPELLE

Les États-Unis en ont 11. L'Italie en a deux. La France, l'Inde, le Brésil, la Thaïlande en ont un. Et la Chine, bientôt, aura le sien. Le général en chef de l'Armée de libération du peuple vient de confirmer ce dont tout le monde se doutait: son premier porte-avions est en construction. Ce qui suscite l'inquiétude, notamment, des Américains. Quatre mots pour comprendre.



SYMBOLE

Véritable base militaire flottante, un porte-avions est bien plus qu'une piste d'atterrissage. C'est l'équipement le plus prestigieux et le plus coûteux de l'arsenal militaire, et une flotte de navires, d'avions et de sous-marins est responsable de sa protection. Les 20 porte-avions en fonction en ce moment dans le monde appartiennent à 9 nations: États-Unis (11), Italie (2), Russie, France, Inde, Brésil, Royaume-Uni, Thaïlande, Pays-Bas (1 chacun). « Toutes les grandes puissances du monde, dont les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, en ont », aurait dit le lieutenant-général Qi Jianguo à un journal de Hong-Kong. « Le porte-avions est apparemment le symbole d'une grande nation. »

MONGOLS

Voguant en eaux internationales, le porte-avions et sa suite se déplacent librement pour se poster en zone stratégique. Une façon commode d'exporter sa puissance militaire, rappelle Rémi Landry, professeur associé à l'Université de Sherbrooke et ex-lieutenant-colonel. « On a comparé cette capacité d'exportation de puissance à ce que les Mongols ont été en mesure de faire, à cheval, dans toutes les steppes d'Asie centrale », dit-il. Une puissance qui intimide, dissuade, influence les forces en présence. Une puissance, en somme, qui compte.

ÎLES

« Les Chinois ont depuis longtemps une flotte de sous-marins qui s'approchent un peu trop du Japon et des Philippines, et qui dominent aussi toute la mer de Chine », dit Rémi Landry. La souveraineté de plusieurs îles de la mer de Chine, dont Taïwan, est contestée depuis des années. C'est d'abord dans cette région que patrouillera le porte-avions. **MENACE** La Chine n'a pas indiqué quand son nouveau joujou – construit à partir d'un porte-avions ukrainien désuet acheté en 1998 – serait prêt à prendre la mer. Mais les États-Unis ne cachent pas leur inquiétude devant la montée en puissance de l'armée chinoise. Celle-ci a voulu se faire rassurante: le porte-avions aura une mission « défensive ». Rémi Landry ne per-

çoit pas non plus cette acquisition comme une menace, même si certaines sources affirment que la Chine a aussi mis au point un chasseur-bombardier furtif. « Est-ce le signe d'une course à l'armement? Ou le signe d'une puissance qui prend la place qu'elle croit devoir occuper, sans nécessairement affronter les Américains, pour être en mesure d'exercer son influence dans la grande région de l'Asie et, ensuite, ailleurs? » La question reste ouverte.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE



ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Retrouvez la personnalité de la semaine et aussi celles des semaines précédentes sur cyberpresse.ca/personnalite

Partenaires de l'excellence

AIR CANADA

RioTintoAlcan

Financière Manuvie

Pour votre avenir

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur de l'information
André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Que faisons-nous en Libye ?



ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Les députés fédéraux tiennent aujourd'hui un débat sur la décision du gouvernement de prolonger de trois mois la participation du Canada à l'offensive de l'OTAN contre le régime de Mouammar Kadhafi. Ce débat est d'une grande importance puisque le Canada se trouve désormais mêlé à une guerre civile dont personne ne sait quand et comment elle finira.

Le gouvernement Harper a plongé nos forces armées dans un conflit interne dont l'issue est très incertaine.

En mars dernier, dans la fébrilité des préparatifs électoraux, la Chambre des communes avait approuvé à l'unanimité l'envoi de navires et de chasseurs CF-18 en appui à la mission de l'OTAN, mission encadrée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. Selon cette résolution, les alliés peuvent prendre « toutes les mesures nécessaires » pour « protéger les populations et zones civiles menacées d'attaque » par le régime Kadhafi et pour faire respecter une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye. Répondant au chef libéral de l'époque, Michael Ignatieff, qui lui demandait si la mission visait « un changement de régime », le ministre de la Défense, Peter

MacKay, s'en était défendu. Pourtant, moins d'un mois plus tard, l'Américain Barack Obama, le Français Nicolas Sarkozy et le Britannique David Cameron affirmaient, dans un texte conjoint, qu'il était « impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi ». Depuis, les pays participants ont multiplié les déclarations affirmant que la mission se poursuivra tant que le colonel Kadhafi s'accrochera au pouvoir. Les bombardements de l'OTAN, auxquels participent les chasseurs canadiens, sont devenus de plus en plus intenses. Malgré cela, bien qu'il soit difficile de savoir exactement ce qui se passe sur le terrain, rien ne laisse présager un départ prochain du « guide de la révolution ».

Aux journalistes qui ont pu se rendre en Libye, les forces rebelles ont paru inexpérimentées et mal organisées. Le Conseil national libyen, qui s'est formé pour parler au nom des rebelles, s'est engagé à remplacer la dictature par un système démocratique. Toutefois, certains membres du groupe étaient jusqu'à récemment au service du régime en place, ce qui suscite des inquiétudes. L'OTAN, dont le Canada, a décidé de poursuivre l'opération « Protecteur unifié » pour au moins trois mois. « Kadhafi doit partir pour que nos objectifs soient atteints », a dit M. MacKay jeudi dernier. Son collègue des Affaires étrangères, John Baird, a pourtant soutenu hier que « notre mission militaire n'a pas changé », ce qui est clairement contraire aux faits. Le gouvernement Harper a plongé nos forces armées dans un conflit interne dont l'issue est très incertaine. Il a aujourd'hui l'obligation morale et politique d'exposer franchement à la population les objectifs visés par cette nouvelle aventure militaire.

FORUM@LAPRESSE.CA

Merci aux bénévoles

Nous n'oublierons jamais !

Le samedi 11 juin était la première journée de la Grande Corvée. Ici, à Sainte-Anne-de-Sabrevois, les équipes ont accompli un boulot imposant qui a redonné le goût aux résidants affectés par l'inondation de poursuivre l'immense tâche de nettoyage, de réparation et de reconstruction. Les mots « merci et reconnaissance » ne sont pas assez forts pour représenter l'impulsion que vous, les bénévoles, avez donnée dans le processus de rétablissement de nos villages et municipalités. Cette Grande Corvée, pensée et organisée par Michel Fecteau et ses collègues, participera de la mémoire collective dans notre région. Les inondés, leur famille proche et les autres riverains de la belle rivière Richelieu n'oublieront jamais votre présence, vos sourires, vos bons mots, vos bras et vos jambes qui nous aideront à poursuivre la tâche colossale de la restauration du territoire.

Nicole Mallette et André Tougas, Sainte-Anne-de-Sabrevois

Bravo, M. Fecteau

Bravo à Michel Fecteau, organisateur de SOS Richelieu ! C'est tout le Québec que vous avez réconforté, pas seulement les sinistrés de la vallée du Richelieu. Les 3000 bénévoles, par leur action, ont comblé ce besoin de montrer que l'action citoyenne, dégagée des méandres de la politique, pouvait s'imposer comme une énergie positive et valorisante. M. Fecteau, vous avez collaboré avec les autres instances, mais vous n'avez pas attendu la fin de la partie d'échecs politique pour enclencher l'action. Votre leadership tranquille et serein s'impose comme un exemple. Voilà ce que le Québec, le simple citoyen, sait faire de mieux : mettre la main à la pâte et ne rien attendre en retour. Mille mercis.

Farida Élias

Le miracle de la 56^e Avenue

De bon matin, nous prenons la route de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix. Nous allons donner un coup de main à nos amis dont la propriété est inondée depuis sept semaines. La tâche de nettoyage s'annonce herculéenne. Nous avons beau être huit, comment allons-nous transporter tous ces débris le long de la rue, qui est séparée du terrain par un beau fossé rempli d'eau ? Et voilà que, tel un miracle, s'amène un groupe d'une dizaine, d'une vingtaine de personnes toutes vêtues d'un dossard aux couleurs de l'Église mormone. Ils sont plus de 400 mormons venus de partout au Québec, mais aussi de l'Ontario et des Maritimes. Ils sont beaux, ils sont jeunes, ils sont enthousiastes. En moins d'une heure, le terrain est complètement vidé, et les débris chargés dans des camions. Nos amis peuvent enfin voir la lumière au bout du tunnel. Laissés à nous-mêmes, combien de temps aurions-nous mis pour effectuer ce travail ? Merci à nos bénévoles mormons. Votre sens de l'entraide et votre générosité suscitent l'admiration.

Guy Robitaille, Longueuil

A-T-ON FAIT DES PROGRÈS EN AFGHANISTAN ?



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.com

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

LA PRESSE DÉBATS — PARTICIPEZ

Le Canada devrait-il continuer d'appuyer l'OTAN en Libye ?
Le Parlement doit se prononcer sur le prolongement, pour trois mois, de la participation canadienne aux bombardements sur la Libye visant à protéger les civils libyens. Le Canada devrait-il continuer d'appuyer l'OTAN dans cette mission ou se retirer ? Croyez-vous légitime pour les alliés de vouloir chasser Kadhafi ? Pensez-vous qu'ils y parviendront ?

Lisez le point de vue, notamment, de Jocelyn Coulon, Marc Simard, Mélanie Dugré, Philippe Faucher... et surtout, faites valoir le vôtre.

LE BLOGUE DE L'ÉDITO FAIRE DE LA POLITIQUE AUTREMENT... OUI, MAIS ENCORE ? PAR FRANÇOIS CARDINAL

QUESTION DU JOUR

Des opposants au Grand Prix de Formule 1 ont manifesté hier à Montréal. Selon eux, cet événement est trop polluant et glorifie l'automobile. Êtes-vous d'accord avec ce point de vue ?

OUI > 29 % NON > 68 %
JE NE SAIS PAS > 3 %

Résultats à 19 h, hier: 15 158 répondants



OPINION

UN GOUFFRE

Les données de la Boussole électorale révèlent de grandes différences entre les opinions des Québécois et celles des autres Canadiens

PIERRE MARTIN



L'auteur est professeur de science politique à l'Université de Montréal.

De toutes les données d'opinion recueillies lors de la dernière campagne fédérale, les plus innovatrices sont sans doute celles de la Boussole électorale, qui a permis à plus d'un million de Canadiens de s'exprimer sur des enjeux politiques fondamentaux. Cette énorme entreprise de collecte de données a ses faiblesses, y compris un échantillon non aléatoire qui contraint l'analyste à la prudence, mais ses résultats ne peuvent pas être ignorés.

Un premier constat saute aux yeux : pour environ 25 des 30 questions, on note une différence frappante entre les opinions exprimées au Québec et celles du reste du pays. Ces contrastes ne sont pas sans conséquence.

D'abord, si le gouvernement Harper opère un net virage conservateur, sa vision du pays risque d'aliéner le Québec que la Boussole place à gauche des autres provinces sur les enjeux économiques et sociaux – à quelques importantes exceptions près. Quand Stephen Harper affirmait récemment que les valeurs conservatrices sont les valeurs du Canada, il donnait aux souverainistes québécois des munitions qui pourraient leur servir, si l'idée leur venait un jour de diriger leur ardeur au combat contre leurs adversaires.

C'est encore plus vrai dans le cas des enjeux constitutionnels et linguistiques, où la Boussole électorale fait ressortir le gouffre qui persiste entre les Québécois et les autres Canadiens. Le NPD était réceptif aux positions québécoises pendant la campagne, mais il n'a rien à gagner au Canada anglais en poursuivant sur cette lancée.

Ce n'est pas le seul point de discord potentiel entre le Québec et le NPD que nous révèle la Boussole électorale qui, au Québec, ne pointe pas toujours à gauche. Depuis longtemps, les néodémocrates s'op-

Si le gouvernement Harper opère un net virage conservateur, sa vision du pays risque d'aliéner le Québec.

posent au libre-échange avec les États-Unis et tiennent pour sacré le caractère public du système de santé. Depuis 1988, les Québécois sont davantage favorables au libre-échange que les autres Canadiens. Les principaux partis politiques et les milieux d'affaires appuient solidement l'ALENA, alors que les syndicats ont depuis longtemps cessé de s'y opposer systématiquement.

La carte de la Boussole électorale sur cette question est éloquentes. Les 10 circonscriptions les plus favorables à l'expansion du commerce avec les États-Unis sont toutes québécoises, y compris cinq gagnés par le NPD, alors que 8 des 10 circonscriptions hors Québec les plus hos-

tiles au libre-échange sont des bastions néodémocrates.

Est-ce que le NPD peut prétendre représenter les intérêts du Québec tout en rejetant l'ouverture du commerce avec les États-Unis ? Il serait étonnant que le parti revienne sur sa position historique dans ce domaine pour plaire aux Québécois. Il serait aussi étonnant que ces derniers soient séduits par les appels stridents au nationalisme canadien qui motivent le protectionnisme du NPD.

Sur la santé, les Québécois se distinguent du mantra néodémocrate en favorisant davantage qu'ailleurs l'ouverture vers le privé. Comme d'autres sondages l'ont déjà montré, les Québécois appuient un système de santé public, mais ils sont plus enclins que les autres Canadiens à appuyer l'illusion que représentent les solutions de marché ou la privatisation pour remédier aux maux du système.

Jack Layton aura sans doute peine à les rallier à l'orthodoxie de son parti sur ces questions, surtout si le droit chemin passe par un renforcement du contrôle fédéral dans ce domaine.

Sur bien d'autres enjeux, dont le registre des armes à feu n'est pas le moindre, on n'a pas fini de voir les contradictions mises en lumière par la Boussole électorale provoquer des tensions internes dans le caucus du NPD.

Contrairement aux divisions qui affligent le Parti québécois, d'abord liées aux personnalités, celles qui entraveront la marche du NPD vers le pouvoir seront l'expression de lignes de faille profondes dans le paysage politique canadien.

www.boussoleelectorale.ca

À BIEN Y PENSER

C'est le prix des maisons à Montréal qui freine l'élan des jeunes parents habitant la banlieue. Je comprends que le prix des maisons soit dicté par le marché, mais espérons que des mesures seront mises en place pour permettre à la classe moyenne de réintégrer Montréal. — Julie Lachapelle, Laval

FORUM

Tout ça sans subventions!

Des bénévoles de partout se sont serré les coudes pour lancer un grand travail de nettoyage pour les sinistrés du Richelieu

ADRIEN POULIOT



L'auteur est président de Draco Capital et vice-président de la commission politique de l'ADQ.

Depuis la Révolution tranquille, on nous a enseigné que l'État était bon et bienveillant et qu'il était juste qu'il confisque plus de 50 % de la richesse créée par les travailleurs et entrepreneurs pour la donner à ceux qui avaient convaincu les élus et les fonctionnaires de leur bon droit d'obtenir de l'aide de l'État. Cette présence sans cesse grandissante de l'ogre étatique a occulté toutes sortes d'initiatives privées, communautaires ou religieuses qui, jusque-là, avaient rempli ce rôle d'aide sociale.

Ce qui s'est passé en fin de semaine démontre que les Québécois sont bien capables, sans l'État, d'aider leurs voisins. Vu le départ de l'armée, des bénévoles de partout se sont serré les coudes pour lancer une grande corvée de nettoyage pour les sinistrés du Richelieu. Tout l'équipement, les collations et même le repas du midi leur ont été fournis, gracieusement des entreprises de la région et d'ailleurs qui ont aussi donné de nombreux outils, brouettes, diables, râteaux et produits assainissants. Les clubs de services, tels les Lions, ont donné un coup de main, des radiodons et des bingos ont été lancés pour recueillir des fonds, la Croix-Rouge s'est mobilisée, des groupes de Haïtiens et de Camerounais ont côtoyé des mormons, des avocats, des employés d'IBM, du personnel du service de sûreté de l'Université McGill et toute une panoplie de simples citoyens pour aider. Et tout ça, sans aucune subvention gouvernementale. Eh oui! Il semble qu'on puisse encore réaliser des initiatives privées au Québec sans subventions.



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Des milliers de bénévoles ont répondu à l'appel de la Grande Corvée, le week-end dernier, pour venir en aide aux sinistrés des inondations dans la vallée du Richelieu, notamment à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître pour les collectivistes de gauche, l'économie de marché qui, selon eux, est motivée par l'avarice crasse qui ne fait qu'enrichir les riches est en fait celle

aux individus qu'elle a ainsi enrichis de juger d'eux-mêmes, sans programme politique, des priorités quand vient le temps d'aider par charité privée ceux qui sont dans le besoin.

l'importance moyenne des dons. Y a-t-il une corrélation entre ces statistiques et le fait qu'ils ont « donné », sous la contrainte de la loi, plus de 130 milliards de dollars l'an dernier en

à donner aux œuvres de charité et donc plus ces dernières doivent compter uniquement sur le gouvernement et la roue continue de tourner? Quoi qu'il en soit, cette dernière fin de semaine démontre que même si les Québécois sont les Canadiens les plus étouffés fiscalement parlant et ne peuvent peut-être plus se permettre autant de dons d'argent que leurs concitoyens d'ailleurs au pays, ils sont encore capables de donner leur temps et leur énergie à des causes qui méritent, selon leur libre choix et non celui de l'État, leur générosité.

Les Québécois sont encore capables de donner leur temps et leur énergie à des causes qui méritent, selon leur libre choix et non celui de l'État, leur générosité.

qui permet le mieux d'aider les démunis. Non seulement crée-t-elle de la richesse pour tous (par exemple, elle a sorti 400 millions de Chinois de la pauvreté en 10 ans), mais aussi permet-elle

Les Québécois sont parmi les moins généreux des Canadiens quand on considère le pourcentage des contribuables qui font des dons, le pourcentage du revenu consacré aux dons et

impôts et taxes de toutes sortes à tous les ordres de gouvernement? Est-ce un cercle vicieux: plus le gouvernement « aide », plus il nous suffoque avec des taxes, moins on a d'argent

Dites-le avec des fleurs

DENIS DE BELLEVAL



L'auteur a déposé la semaine dernière une requête en nullité contre l'entente entre la Ville de Québec et Quebecor Media sur la gestion du nouveau Colisée. Il répond ici à l'éditorial d'André Pratte, publié samedi dernier, dans lequel l'éditorialiste en chef suggérerait à M. de Belleval de « profiter de l'été pour se calmer ».

Cher André Pratte, vous avez raison. Vous n'êtes pas le seul. Ma fidèle conseillère en communications publiques est du même avis que vous et mes enfants aussi. Donc, je baisse le ton et je me calme, promis. Encore mieux, je m'excuse et je me rétracte.

Tout d'abord, le maire de Québec n'est pas un autocrate mégalomane. Je ne l'ai jamais prétendu, mais cette mauvaise pensée m'a peut-être, très brièvement, effleuré l'esprit. Il est un peu rustique sur les bords, voire rugueux avec ceux ou celles

qui ne sont pas entièrement d'accord avec lui, mais c'est là une preuve d'authenticité, pas un défaut. Sa négociation avec M. Péladeau est enfumée mais exempte de toute malversation, foi de premier ministre. Je m'incline, je le crois.

Ensuite, Quebecor Media ne deviendra pas un « corporate welfare bum », si le projet de loi 204 est finalement adopté. Les éditorialistes du *Journal de Québec* en donnent pour preuve que leurs pape-lards pourfendent sans cesse les subventions que les gouvernements dispersent scandaleusement à tout vent au-dessus des entreprises du Québec. Les seuls assistés sociaux prospères, ajoutent-ils, ce sont Radio-Canada, les organismes culturels et les hauts fonctionnaires inamovibles et incompétents. Cent vingt pour cent d'accord.

Finalement, la LNH est bien gérée. Certes, quelques franchises veulent changer d'air, d'autres subsistent grâce aux investissements publics (à ne pas confondre avec des subventions), mais

il s'agit d'épiphénomènes. La masse salariale ne semble pas sous contrôle (contrairement à celle de Gesca, par exemple), mais c'est la faute au m... syndicat. Une ville, Glendale, risque la déroute financière si son rond de glace se retrouve sans locataire, mais c'est elle qui l'a cherché, n'est-ce pas? Il y a bien les commotions cérébrales en série chez les

Je baisse le ton et je me calme, promis. Encore mieux, je m'excuse et je me rétracte.

patineurs, mais que voulez-vous, ce sont les risques du métier de gladiateur, au demeurant bien rémunéré. Quant aux bagarres, elles découlent par essence du jeu de goudet et servent de catharsis aux pulsions secrètes de la foule.

Bon, voilà que je m'échauffe de nouveau: « Chérie, où sont rangés les Ativan? »

Bon été, M. Pratte.

Mon fils est col bleu

DYANE PERREAULT
L'auteure est de Montréal.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Je vous écris à vous qui portez des jugements sur le travail des cols bleus de Montréal, à vous qui oubliez que derrière ces hommes et ces femmes, il y a des êtres humains... et surtout, il y a mon fils. Il ramasse les déchets dans Hochelaga-Maisonneuve. Il vous permet d'avoir un quartier propre et salubre. Il ramasse ce que vous ne voulez plus garder, vous savez, ce petit sac qui émet des odeurs dans votre cuisine et que vous vous dépêchez de mettre aux ordures.

Récemment, le partenaire de mon fils a été victime d'un individu qui, en état d'ébriété, a foncé sur le camion de déchets alors que le jeune homme de 29 ans y jetait les sacs à ordures. Résultat, une jambe en moins, l'autre très amochée et un bras avec de multiples fractures. Sa vie a basculé! Personne n'en a glissé un mot et non, cela ne fait pas sensation! Il ne dormait pas pendant sa pause, il n'était pas en état d'ébriété à conduire un camion de la Ville! Non, il faisait simplement et honnêtement son travail d'éboueur. S'il était policier ou pompier, on lui remettrait une médaille. S'il était premier ministre, il recevrait des tonnes de lettres

d'appuis et de soutien... mais il n'est qu'un col bleu.

Ce jeune homme ne pourra plus faire son travail. La vie de mon fils aussi a changé. Le travail n'a plus la même signification, à cela s'ajoute la peur qu'un jour ça soit son tour.

Il y a les menaces, les sacs-poubelles reçus par la tête, les blessures causées par la négligence des citoyens et les automobilistes impatients derrière un camion à ordures... et désormais la crainte d'un accident.

Lorsque vous croiserez un col bleu, dites-vous que c'est un être humain et qu'il est peut-être mon fils ou qu'il pourrait être le vôtre. En attendant, toi qui es toujours sur ton lit d'hôpital, garde le moral et bon courage!

MONDE

Italie Référendums sur le nucléaire, l’eau et la justice

Berlusconi désavoué

D'APRÈS L'AFP

ROME — Désavoué aux municipales, Silvio Berlusconi a essuyé un nouveau revers personnel hier avec un vote massif des Italiens pour refuser par référendum le retour au nucléaire, une privatisation de la gestion de l’eau et la forme d’immunité judiciaire dont il bénéficie.

Le chef du gouvernement, 74 ans, a reconnu sa défaite sur «tous les thèmes», qualifiant de «nette» la position des Italiens et estimant que «la volonté de participation des citoyens aux

décisions sur [l’] avenir ne peut être ignorée».

Selon des données encore partielles, une énorme majorité des votants, 94 à 96 %, a voté contre des lois du gouvernement Berlusconi instituant le retour à l’atome, l’ouverture au privé de la gestion et de la distribution de l’eau et une forme d’immunité pour le chef du gouvernement face à ses ennuis judiciaires.

La participation a été très forte, 57 %, bien supérieure au quorum (50 % plus une voix), indispensable pour que les référendums soient valables, a indi-

qué le ministère de l’Intérieur. Cela faisait 16 ans que le quorum n’avait pas été atteint en Italie pour ce type de scrutin.

C’est un échec pour M. Berlusconi, qui avait appelé les Italiens à l’imiter et à désertier les urnes en passant leur week-end à la mer.

Actuellement jugé dans trois procès dont celui sur le scandale sexuel Rubygate, M. Berlusconi redoutait surtout le référendum qui annule une loi dite d’«empêchement légitime» lui permettant de ne pas se présenter en justice en raison de ses obligations de premier ministre.



PHOTO STEFANO RELLANDINI, REUTERS

Hier, lors d’une conférence de presse avec le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou (à gauche), Silvio Berlusconi a plaisanté sur le «bunga bunga». Désignant une reproduction d’une peinture du XIX^e siècle accrochée derrière eux, représentant Apollon jouant de la lyre entouré de neuf muses, il a dit : «C’est du bunga bunga de l’année 1811.»

«CHAQUE GOUTTE d'eau COMPTE.»

Plus on en sait, moins on utilise d’eau pour remplir un baril d’huile. Grâce aux nouvelles technologies d’aujourd’hui, plus de 80% de l’eau utilisée pour les sables bitumineux est recyclée, à répétition. Et nos efforts ne s’arrêtent pas là. Nous améliorons sans cesse nos méthodes et en développons de nouvelles pour réduire davantage l’utilisation de l’eau.

Joy P. Romero
Joy Romero
Canadian Natural



Emplacement : 56.913079, -111.462084